

Sommaire

PISTES D' ACTIONS, COMPTE RENDU DÉTAILLÉ & PODCAST VIDÉOS LIEN VERS LE TEASER : [HTTPS://YOUTU.BE/SZO_LJ47HKE](https://youtu.be/SZO_LJ47HKE)

- Poème, par Jean-Luc Rambert, ami de la Conf' (Dordogne).....p 2
 - Quelques données et points forts.....p 3
 - Quelques pistes d'action.....p 5
 - Introduction générale par les Ami.e.s de la Confédération paysanne, la Confédération paysanne nationale et la Confédération paysanne de l'Aveyron.....p 6
 - Table ronde : Eau - un commun à partager "goutte que goutte"p 9
 - Table ronde : L'agriculture paysanne peut-elle nourrir le monde ? p 14
 - Table ronde : Internationalisation des luttesp 20
 - Table ronde : Larzac, 42 ans après les luttes non-violentes et la victoire, constance et renouveau.....p 22
 - 20 ans de soutien à l'agriculture paysanne : et maintenant ? Les Ami.e.s de la Conf', une histoire qui continue.....p 26
 - Les Faucheurs aussi ont 20 ans !p 27
 - Table ronde : Défense des droits et conditions de travail dans le système de l'alimentation - regards croisés paysans / salariés de l'agroalimentaire.....p 29
 - Table ronde : Alimentation - accessible à toutes et tous ? Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation ?.....p 32
 - Ressources.....p
- 37

Faysan.

Et le pépé parti
Son chemin retourné.
Et le voisin qui meurt
Je laboure son pré.
Tracteurs toujours plus gros
Semoirs toujours plus larges
A vouloir toujours trop
J'en diminue ma marge.
L'agriculture moderne
M'iride chaque jour
Mais, ma démarche est vaine
J'épuise notre amour
Mes nuits ne sont plus tiennes,
Mes jours toujours trop courts
Ouvrez moi donc les yeux
Fais moi vite Comprendre
Qui à trop en entreprend
Je ne vivrais pas vieux.
Je souille tous mes sols
Et je pollue notre eau
J'enfouisse notre air
Et meurent les oiseaux.
Que sont donc devenues
Ces fêtes aux villages
Où les enfants jouaient
Pour exprimer leur âge
Il est temps de cesser
Ce triste gaspillage
Retrouvons les valeurs
De ce noble métier
Faisons du faysan,
Un être respecté

Jean-Luc Rambert



Quelques données et pistes d'action

DONNEES / POINTS FORTS

EAU :

- Avec le changement climatique (+1,4 degrés annoncés), l'eau va être disponible comme avant, mais pas aux mêmes moments ni aux mêmes endroits.
- Notion de « Pluie utile » : quand il pleut, moins de 50 % vont s'infiltrer.
- 1981 sert de date de référence. Aujourd'hui en 2023, 66 % des nappes souterraines sont plus basses que leur niveau habituel.
- Les usagers de l'eau : l'agriculture représente seulement 11,6 % de l'eau prélevée. La grosse majorité est utilisée pour les centrales nucléaires.
- Contre les méga-bassines : pétition au Parlement européen. 9 directives dénoncées. On nous a répondu qu'au moins 6 directives sur ces 9 n'étaient effectivement pas respectées par la France.

NOURRIR LE MONDE EN GARANTISSANT L'ACCÈS A UNE ALIMENTATION CHOISIE :

- L'agriculture n'existe pas. Des agricultures.
- Incompatibilité entre les agricultures paysannes et l'agriculture industrialisée.
- « On installe des panneaux solaires sur les champs, et de l'agriculture sur les toits, il y a quelque chose qui ne va pas ».
- Question : avoir une agriculture qui va produire beaucoup avec peu d'humains dans un contexte de chômage de masse : est-ce utile ?
- Produire un peu moins mais mieux chez nous, et autoriser les pays du sud à produire davantage et bien, sans rien détruire là-bas, c'est la thèse qu'il nous faut défendre.
- Est-ce que techniquement c'est possible ? Oui, on peut nourrir bien plus que 10 milliards d'habitants sur la planète en pratiquant des formes d'agriculture « intensives à l'hectare ».
- A condition de penser en parallèle :
 1. l'urgente question des installations. Il faut parvenir à installer au moins 1, 5 million de paysans en France.
 2. la construction d'un mécanisme macro-économique de redistribution des richesses, permettant l'accès universel à une alimentation choisie. La généralisation du projet d'agriculture paysanne nécessiterait de payer plus cher pour se nourrir (se battre pour plus d'égalité dans la répartition de la valeur ajoutée) ;
- Via campesina : Nous voulons avoir accès au bien commun que sont les terres, l'eau, les semences, mais avons aussi besoin de politiques de régulation du marché.
- Un des rôles positifs de légitimité des États est d'avoir des silos.
- Souveraineté alimentaire = idée qu'actuellement c'est loi du marché qui s'applique. Nous on veut que soit une vraie démocratie, que ce soit les citoyens qui décident, que le droit à l'alimentation soit appliqué.

LARZAC :

- Points forts de la lutte du Larzac : non violence, solidarité, innovation et facilitation de l'installation (droit d'usage). Valeur d'usage. 25 % de paysans en plus. L'intégrité physique des personnes est respectée.

INSTALLATION :

50 % de fermiers partant à la retraite dans les 10 prochaines années.

CAUSE ANIMALE / PAYSANNE :

- valoriser la mise en place d'outils collectifs,
- assurer l'accès à la restauration collective, éducation à l'animal dans les écoles,
- interroger les PLU - Plan Local d'Urbanisme (place des fermes),
- faire un travail de sémantique en lien avec la communication,
- il faut une proximité entre élevages et abattoirs,

OGM :

- On connaissait les OGM depuis 1983. La Conf a initié les 1ers fauchages d'OGM en 1997 par crainte de brevets sur les semences. Un moratoire a été obtenu, puis l'arrêt des cultures OGM en France en 2008. Mais du colza OGM est importé en France pour les agrocarburants et des grains sont perdus entre le port et l'usine.
- Les Variétés Rendues Tolérantes à Herbicide (VRTH) ont augmenté l'usage des herbicides, ont participé au développement de résistances des adventices aux herbicides et entraîné une baisse de la biodiversité. En 2020 le Conseil d'État a considéré les VRTH comme des OGM donc voulait les interdire mais cette décision n'a pas été appliquée car bloquée par l'Europe.
- On est maintenant en présence de nouveaux OGM qui portent des noms différents. Les NGT Nouvelle Technique Génomique, à partir d'outils potentiellement dangereux CRISPR. Sans accès à l'étude de son procédé, seule la séquence génétique serait brevetée, c'est donc un verrou qui saute

PRIX :

- Prix de la matière première : 17 euros en conventionnel - 22 euros en bio,
- Expérimentations pour prix différenciés sans justificatif,
- Ex Drôme : 1 prix réel, 1 solidaire (payé 25 % de plus), 1 accessible (payé 25 % en moins)
- Diminution de la part "alimentation" dans le budget des ménages. Argent public fléché vers l'agriculture productiviste,
- Réorienter la PAC vers les services environnementaux,
- Augmenter les salaires et les redistribuer,
- Coopérative : outil juridique qui peut permettre aux paysans de répartir les coûts et mieux gagner leur vie, à condition de rester dans les mains de ceux qui produisent la valeur.

CONVERGENCES OUVRIÈRES ET PAYSANNES

- Production agricole : 400 000 exploitations + co-exploitants + 200 000 ouvriers agricoles = 600 000 ETP (Équivalent Temps Plein).
- Industrie agroalimentaire : un peu plus de 600 000 travailleurs.
- Le nombre d'emplois concernés est presque équivalent.
- L'entreprise Doux a été liquidée en 2018, la paysannerie en 1962.
- Nécessité d'unir des formes de résistance : résistance paysanne et celle des bénévoles de l'aide alimentaire, en résistance à ce système alimentaire fou.
- Objectif commun de paix : alimentation utilisée soit pour créer des révoltes, soit on nourrit suffisamment pour contenir la révolte.
- Nous sommes les seuls (en agriculture paysanne) à pouvoir nourrir la France comme elle l'entend et le demande.
- Mettre les paysans dans la même situation que les médecins. Permet de renouer le dialogue avec profession agricole et d'envisager la perspective d'un conventionnement et d'une sécurité sociale de l'alimentation.

QUELQUES PISTES D' ACTIONS

EAU :

- Usages, échelon territorial et moyens d'actions :
- Loi sur l'eau : niveau gouvernemental. Difficile d'agir.
- Cette loi s'applique au niveau de la profession, via les Agences de l'eau. S'attachent à un bassin versant et font des chantiers. Mais on peut influencer sur la rédaction de leurs documents comme :
- le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) : un guide, presque une loi. Les projets mis en place doivent respecter le SDAGE. On peut influencer là-dessus en leur demandant par exemple d'ajouter des informations sur des zones humides.
- les SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) : déclinaison locale du SDAGE : plus petits. Bassins versants. Rivières qui ont le propre guide directif.
- BAC (bassins d'alimentation de captage), par exemple pour l'eau potable, syndicats d'irrigation : petites institutions qui travaillent sur l'eau.
- Pas simple en tant que citoyen d'y entrer, mais en tant qu'Ami.e.s de la Conf', peut-être. Commencer par entrer dans les petites instances, puis élargir sa sphère d'influence, remonter les échelons depuis l'intérieur.
- Faire converger les luttes avec différents acteurs (FNE, etc.),
- Être présents dans les instances de décision (comités de bassins, commissions locales de l'eau),
- Faire connaître les instances liées à la réglementation,
- Réfléchir à comment informer les citoyens,
- Voir comment se relier aux Soulèvements de la Terre,
- Apporter ses compétences dans les associations, répondre aux enquêtes publiques,
- Exiger la transparence démocratique,
- Propager des messages simples pour une agriculture adaptée au changement climatique,
- Exiger le partage équitable de l'eau pour tous les vivants,
- Dénoncer agro-industrie.

INSTALLATION

- Importance de connaître et mise en lien avec les ADEAR et le réseau InPACT (installation, formation, comptabilité, gestion...).
- Veille citoyenne pour connaître les fermes qui vont bientôt être vendues.
- Présentation de la SAFER (agir sur les élus du CA?)
- Acheter des terres en tant que citoyen non préemptées (trop petites, mal situées). Les regrouper pour aider à l'installation.
- Demander aux collectivités de faire un inventaire du foncier agricole.
- Agir sur les PLUi pour éviter la transformation en zones constructibles.
- Comment faire en tant que propriétaire pour avoir des droits sur la personne qui utilise le fermage ? Pour éviter les bassines, les grandes cultures...
- Possible en installant quelqu'un de sa famille et en allant au tribunal.
- Comment faire pour que les associations soient un peu moins liées aux pouvoirs publics ?
- Installation n'est pas que le foncier, mais aussi les gens : les former pour leur donner envie de devenir paysan, former les intercommunalités.
- En tant qu'Amis de la Conf', faire partie du Réseau InPACT + instances politiques + présence sur le terrain.
- Faire aussi un lien avec les personnes des instances.
- Investir les Tiers lieux nourriciers.
- Essayer de rendre les installations pérennes en évitant l'isolement des paysans.
- Appuyer sur l'échelon mairie + PLU.

PASTORALISME

- Besoin d'accompagnement technique :
 1. environnemental (CEN)
 2. agricole (CA, ADEAR)
- Situations pas toujours transposables d'un éleveur à un autre
- Différents milieux (lutttes contre les incendies, zones humides).
- Différentes races (mais toujours rustiques)
- Bien comprendre les besoins de l'éleveur.
- Adaptation au changement climatique (25 mm à Béziers depuis début 2023).
- Besoins de différents milieux pour des ressources toutes l'année (garrigues, estives), pour éviter de faire venir du fourrage.
- Opportunités pour le pastoralisme à travers les obligations de débroussaillage à proximité des habitations (risques incendie).
- PAC : les nouvelles dispositions demandent plus de chargement : contradictoire avec MAEC environnementaux ; mettent en concurrence les éleveurs ;
- Arrivée de jeunes au Larzac qui souhaitent s'installer : besoin de mettre des mesures favorables à leurs installations.

OGM :

- Le 5 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une proposition de dérèglementation des OGM : changement de la définition d'un OGM, la plupart des OGM actuels ne seraient plus considérés comme tels. Avec à la clé, dispense d'une évaluation des risques, d'une méthode de détection et traçabilité, d'un étiquetage, et d'un suivi après commercialisation.
- Le Parlement européen reste opposé aux OGM. La décision finale dépendra des prochaines élections européennes. C'est là que notre rôle de citoyen est important.

NOURRIR LE MONDE EN GARANTISSANT L'ACCÈS A UNE ALIMENTATION CHOISIE / DROITS DES PAYSANS

- Aucun État dans le monde ne donne la priorité à l'agriculture. Repenser l'organisation de la société à partir de l'agriculture.

Lutte stratégique :

1. la préservation des terres
 2. les semences : phénomène stoppé / privatisé depuis les années 60. Puis catalogues ont amené à une privatisation des semences ; Question de survie de l'humanité.
 3. savoir et savoir faire paysans : littéralement dévalorisés / éliminés. Très important.
 4. question des échanges : libéralisation = facteur très important d'élimination des paysans, relocaliser la transformation. Aucune agriculture paysanne ne colonise personne, bon atout.
 5. la vocation nourricière : la promotion de l'exportation et monoculture pas la solution.
- Reste du chemin à parcourir : être plus offensif (eux le sont), convaincre les adeptes de l'agriculture industrielle qu'il n'y a pas d'avenir. Multiplier les installations. Remettre systématiquement en cause les traités de libre échange. Redonner une centralité aux agricultures paysannes.
 - Impression que les luttes sont dispersées (eau, territoires...). Toutes ces luttes là sont fédérées par l'agriculture paysanne.
 - Ouvrir réflexion sur le développement et le progrès.

Certains aménagements peuvent parfois se justifier. Ne pas mettre des panneaux solaires dans les champs. Méthanisation pourrait être défendue comme cerise sur le gâteau pour optimisation de déchets dans un système par ailleurs très équilibré et d'abord équilibré. Certainement pas méthanisation à échelle industrielle.

Faire connaître et valoir la déclaration de l'ONU sur les Droits des paysans - UNDROP -, votée à l'ONU en 2018. La France s'est abstenue. Faire en sorte qu'elle soit appliquée.

S'inspirer de la stratégie Larzac :

2 pieds : on s'oppose et on construit en même temps.

Temps juridique, politique et action sont 3 temps différents, mais à penser ensemble.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Introduction générale

A retrouver en replay : <https://youtu.be/RTSEBxliGJ8>

**Par Eudora Berniolles et Jean Azan, Ami.e.s de la Confédération paysanne
Stéphane Galais, membre du Secrétariat national de la Confédération paysanne
Christian Roqueirol, membre de la Confédération paysanne de l'Aveyron**

Eudora Berniolles : Heureux de se réunir ces 4 jours pour fêter les 20 ans. Discuter des sujets actuels, se donner des idées pour la suite, renforcer nos liens.

5 sujets à l'honneur : l'eau, l'agriculture paysanne dans le monde et l'internationalisation des luttes, un temps spécial Larzac, d'il y a 40 ans à aujourd'hui, des regards croisés entre travailleurs de l'agroalimentaire et paysans, et la piste d'une sécurité sociale de l'alimentation.

Il y aura aussi des temps d'ateliers pour savoir comment en tant que citoyens / citoyennes, nous pouvons agir sur ces questions agricoles et alimentaires.

Stéphane Galais : paysan éleveur maraîcher en Bretagne. 25 hectares. Production de fromage avec ma compagne. Tous les deux les 2 pieds dans la terre. Élu au Secrétariat National (SN) depuis le mois de mai.

Rencontre en début de semaine du ministre de l'Agriculture. Habituel blabla institutionnel. J'en retiens quand même une phrase finale : « par ses positions, la Confédération paysanne serait responsable de la division du monde agricole et de l'agribashing. »

En arrière plan : « ne pas opposer les modèles, pour garantir les intérêts corporatistes et en particulier ceux de l'agrobusiness. » Pas nouveau, dure depuis 50 ans. Question particulièrement prégnante en Bretagne. En témoignent l'actualité autour des algues vertes, entre autres.

L'histoire de la Conf', elle est née de l'émancipation de cette idée de l'unité agraire, qui n'a toujours eu que « pour objectif de maintenir les privilèges et les rapports de domination et d'isoler les paysans et paysannes de la société pour mieux exploiter ».

Nous on va répéter à la Conf' que ce ne sont pas les agriculteurs qu'on vise dans nos combats, mais bien les forces qui aliènent les paysans et les paysannes et qui les font disparaître des campagnes.

Ce ne sont pas non plus les agriculteurs que les citoyens défient lorsqu'ils convergent, comme vous ici, les Ami.e.s de la Conf', dans nos luttes, comme vous le faites depuis 20 ans, mais bien l'agro-industrie qui, par les logiques du marché, fragilise la santé, l'alimentation, l'habitat.

On partage depuis longtemps la même vision, cette même compréhension des enjeux, à savoir que penser l'agriculture, c'est construire un projet de société, donc c'est faire ensemble, paysans, paysannes et citoyens / citoyennes. On est ici au Larzac, aux racines historiques de cette convergence, de cette lutte commune. Aujourd'hui plus que jamais face aux urgences il y a une nécessité à agir, pour maintenir la paysannerie partout sur les territoires, converger sur tous les plans : institutionnels, modes d'actions.

Et depuis 20 ans avec vous, les Ami.e.s de la Conf'.

Merci pour ce moment de partage et de réflexion. Les idées sont des armes, qu'il va falloir qu'on affûte de plus en plus.

Cela me fait penser au travail fait sur les formations que vous organisez. Super temps d'échanges, d'interconnaissance, d'échanges de connaissances. Très intéressant pour diffuser les idées et travailler la sémantique (menace du greenwashing).

En tant que porte voix ici de la Conf' national, merci à tous les Ami.e.s pour votre soutien et présence partout dans les territoires.

Notre compagnonnage rend le projet de la Conf' plus cohérent, plus solide et plus perspicace.

Merci les Ami.e.s, joyeux anniversaire, la lutte continue !

Christian Roqueirol : installé ici depuis une quarantaine d'années, arrivé en 1975 pendant la lutte du Larzac. Après la lutte, j'ai élevé des brebis. J'ai œuvré avec d'autres à construire la Confédération paysanne. Je fais partie de la Conf' de l'Aveyron créée dès 1981, initialement la CNSTP. Puis devenue la Confédération paysanne en 1987.

L'Aveyron était le département de nombreux membres de la FNSEA, dont un qui représentait aussi la petite paysannerie. C'est l'un des syndicats départementaux parmi les plus dynamiques aujourd'hui (300 adhérents). Peut-être pas beaucoup dans l'absolu, mais beaucoup vis-à-vis de ce que représente la Conf' au niveau national.

On a failli gagné la chambre d'agriculture en 2000 (après le démontage du chantier du MacDo de Millau). On a vu que ce genre d'actions était importante pour les paysans, puisqu'ils ont voté pour nous. Après coup on s'est dit : heureusement qu'on ne l'a pas eu : on aurait dû gérer cette machine, ce qui aurait été autre chose que de porter des idées. Depuis, la Coordination rurale est arrivée. Maintenant, on fait 25 à 30 % aux élections chambre. Cela représente plusieurs milliers d'adhérents. Mais tout le monde n'adhère pas, car c'est compliqué. Les paysans ont besoin des coopératives, de l'assurance... en lien étroit avec la FDSEA. Mainmise. Donc n'adhèrent pas en masse car ont peur de se retrouver en marge.

L'Aveyron est en lien avec le national sur plusieurs sujets : 1000 vaches, OGMs, Faucheurs volontaires. Nous sommes dans l'organisation des Rencontres des Résistantes du 3 au 7 août 2023 (portées par l'association Terres de luttés). Les foins sont en retard donc les paysans s'excusent de pas pouvoir être nombreux ici aujourd'hui.

5000 personnes attendues. Faire en sorte de s'organiser pour la suite.

Nous avons beaucoup participé aux manifs contre la réforme des retraites. Jusqu'à 30 000 personnes à Rodez. Déçus car l'intersyndicale a refusé de nous intégrer car ils veulent rester un syndicat de salariés, ce qu'ils perdraient avec une jonction avec les paysans. On peine un peu à avoir une reconnaissance en tant que syndicat de travailleurs. Syndicat de travailleurs dans la lutte des classes. Très contents que les 20 ans se passent ici. Très contents d'avoir des Ami.e.s (pas le cas de la FNSEA). Important d'avoir des Ami.e.s qui nous aident à propager ce message dans la société.

Chambres agriculture : équilibre à trouver. Gestionnaire.

Garder une base de militantisme. Difficulté et ambivalence. Les Chambres mériteraient d'être plus ouvertes à la société.





Tables rondes

Eau, un commun à partager "goutte que goutte"

A retrouver en replay : <https://youtu.be/2vTImY0WjwA>

Avec : Marthe Desbois, hydrogéologue en bureau d'études, membre des Ami.e.s de la Confédération paysanne
Lucile Richard et Anne Rizzolo, membres du collectif Bassines Non Merci et des Ami.e.s de la Confédération paysanne
Françoise Blandel & Christian Pince, Collectif pour la sauvegarde de la zone humide du Testet (Sivens)

Eudora Berniolles : Thématique phare. Ami.e.s déjà présents au Forum alternatif de l'eau en 2012. Sujet que nous abordons depuis longtemps, mais avec l'actualité récente sur les mégabassines dans le marais poitevin, il nous semblait vraiment très important d'en parler. Période très dure, il faut s'organiser pour résister à tout cela.

Marthe Desbois, hydrogéologue en bureau d'études, membre des Ami.e.s de la Conf' : proposition d'apporter quelques notions utiles pour contre argumenter lorsqu'on vous dit « les méga bassines, c'est bien ». De nombreux arguments peuvent être contrés par quelques points scientifiques.

Schémas et premières données sur ce document : http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/Situation-de-leau_VF.pdf

Les acteurs, où peut-on appuyer et influencer ?
Quelques points scientifiques : où a-t-on de l'eau ?
Sources des rivières, fleuves, qui continuent jusqu'à la mer.

Relations entre la surface et la nappe
Différents bassins versants : unités géographiques dont les eaux se dirigent vers un seul et même exutoire.

Dans le Larzac = plateau, donc deux bassins versants. C'est le bassin versant de surface, facile à voir sur une carte.

Mais il y a aussi des relations entre les rivières et les eaux souterraines. des circulations au sous-sol. Exemple : en hiver, la rivière est plus haute et va remplir les nappes qui sont à proximité : les nappes alluviales. (ex avec la Garonne qui a une nappe très grande). En été c'est le contraire : la nappe est haute, parfois plus haute que le cours d'eau, et c'est elle qui va venir alimenter la rivière.

Liens très forts entre la nappe et la rivière.

On a l'image des nappes profondes (comme celles en Espagne dont on parle beaucoup, en disant qu'elles diminuent énormément). Mais il y a aussi des nappes libres, en surface, alimentées par l'eau pluviale, donc avec une eau renouvelable, à des vitesses plus ou moins importantes (quelques heures ou des mois).

La nappe a aussi un bassin versant : elle s'écoule vers un point d'exutoire. C'est drainé en été, mais ça alimente la nappe en hiver. Il y a de l'eau renouvelable, mais l'eau bouge.

Avec le changement climatique (+1,4 degrés), l'eau va être disponible comme avant, mais pas aux mêmes moments ni aux mêmes endroits.

A consulter si vous souhaitez avoir une vision plus précise sur l'évolution du climat : le bulletin national de situation hydrologique.

Concernant la situation de l'eau actuellement :

En Bretagne, la nappe est beaucoup plus haute que d'habitude. Le cumul de précipitations est stable, mais pas au même endroit.

Notion de « Pluie utile » : quand il pleut, moins de 50 % qu'on voit s'infiltrer.

1981 sert de date de référence. Aujourd'hui en 2023, 66 % des nappes souterraines sont plus basses que leur niveau habituel.

Les usagers de l'eau : l'agriculture représente seulement 11,6 % de l'eau prélevée. La grosse majorité est utilisée pour les centrales nucléaires (45%).

Il y a une impression que l'agriculture prélève plus que les chiffres annoncés et plus qu'il y a 5 ans (ex en Indre). Les agriculteurs ont peur de ne pas en avoir suffisamment.

Usages, échelon territorial et moyens d'actions :

- différents types de retenues : mares, retenues collinaires, étangs... régis par une loi sur l'eau, dont la « police », garante, est la DDT (Direction Départementale des Territoires). Gouvernemental. Donc difficile d'agir là-dessus. Il y a des seuils en dessous desquels les agriculteurs n'ont pas besoin de déclarer. **Infos : " Guide La gestion quantitative de l'eau » de la Conf'**: super doc. Il faudrait influencer au niveau national pour ce genre de choses.
- cette loi s'applique au niveau de la profession, via les Agences de l'eau. S'attachent à un bassin versant et font des chantiers. Mais on peut influencer sur la rédaction de leurs documents comme :
 1. le SDAGE (schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux) : un guide, presque une loi. Les projets mis en place doivent respecter le SDAGE. On peut influencer là-dessus en leur demandant par exemple d'ajouter des informations sur des zones humides.
 2. les SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux) : déclinaison locale du SDAGE : plus petits. Bassins versants. Rivières qui ont le propre guide directif.
 3. BAC (bassins d'alimentation de captage), par exemple pour l'eau potable, syndicats d'irrigation : petites institutions qui travaillent sur l'eau.

Pas simple en tant que citoyen d'y entrer, mais en tant qu'Ami.e.s de la Conf', peut-être. Commencer par entrer dans les petites instances, puis élargir sa sphère d'influence peu à peu, remonter les échelons depuis l'intérieur.

Françoise Blandel et Christian Pince - collectif Testet, dans le Tarn : comment les militants ont réussi à bloquer ce projet.

Schémas et informations essentielles sur ce document : <http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/TESTET12072023-presentation-20-ans-des-Amis-de-la-Conf-Larzac.pdf>

Françoise Blandel : Tescou : petit cours d'eau. C'est naturellement, comme c'est sur notre commune, qu'on a commencé à s'impliquer sur Sivens. Très vieux projet des années 60, à l'époque où il y avait foule de mégaprojets.

Tescou part de 10 km de Gaillac, et se jette dans le Tarn à Montauban.

Le collectif s'est construit pour sauvegarder la dernière zone humide de ce bassin versant. Amont d'un petit cours d'eau où il y a des prairies humides. La protection des zones humides contribue à bien gérer l'eau, à atteindre un bon état des eaux, en quantité et en qualité.

Ce projet est-il d'intérêt général ? On s'est aperçu que c'étaient les lobbys qui étaient derrière. FNSEA, lobbys de l'agroalimentaire. De quelle agriculture avons-nous besoin pour demain ?

2012 : création du collectif Testet, composé d'associations et d'individuels (Nature et progrès, ATTAC Tarn....). La Conf nous rejoint dans la lutte en 2014). Structuration avec les associations pour essayer de comprendre la législation.

Tout était verrouillé par la CACG (Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne). Entreprise d'État devenue avec l'Europe une société anonyme d'économie mixte, une entreprise avec une volonté de poursuivre la politique de l'État, à savoir l'industrialisation de l'agriculture.

On a interrogé les politiques. Beaucoup de manifs. Saisir la CADA (Commission d'Accès aux Documents Administratifs) à plusieurs reprises, pour connaître et comprendre quelle politique agricole il y avait derrière (quel volume avaient été déterminés, etc). Nous a amené à participer à toutes les instances, toutes les enquêtes publiques. Interpellation des élus, des agriculteurs.

2013 : on arrive à ce que l'État prenne des arrêtés pour autoriser ce plan d'eau, relativement petit, mais important. Leitmotiv : travailler avec les institutions pour faire appliquer la loi.

De 2013 à 2014 : arrêtés. On a appelé à un moratoire (période avant). Occupation du site.

Sept 2014 : pendant que les travaux commençaient : ils ont commencé par tout déforester, préparer l'endroit où devait se faire la digue. Ont même dessouché.

De sept à oct 2014 : occupation intense sur le terrain. Week-end étaient des picnics géants. Pendant la semaine, opposition physique pour freiner les travaux : « lutte des enterrés ». Tranchée dans laquelle s'enterraient les militants pour empêcher le passage des machines. Installation dans les arbres pour empêcher leur abattage.

25 oct 2014 : grand rassemblement, 7000 personnes. Manif sur 2 jours. Manif d'audience nationale. M. Valls avait annoncé qu'il était complètement investi et déterminé à faire aboutir ce projet. Se termine par la mort de Rémi Fraisse. Nous avons craint cet accident depuis le début de la manif. Deux visions de société qui s'affrontaient. Une fracture dans la population.

Dès le 8 sept : chasse aux bobos à coups de bars de fer aux militants qui étaient là.

Ce drame nous a ancré davantage dans la lutte.

Ségolène royal, dès le 8 sept avait dépêché des experts pour vérifier que « tout était correct ».

Le Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel (CSRPN) avait dit que ce n'était pas bon, mais feu vert quand même pour les travaux.

27 oct : ont fini par donner raison aux associations. Barrage surdimensionné, nuisible pour l'environnement, le milieu aquatique. Projet abandonné courant octobre / novembre.

15 janvier : S. Royal annonce que le projet est abandonné. Il n'était pas conforme à la directive européenne.

Le porteur du projet (département du Tarn), avait perdu 30 % du financement du barrage. Devait donc s'arrêter comme ça.

Jugement 11 juin 2016 : justice a annulé tous les arrêtés donnant l'autorisation.

Département a malgré tout voté un autre projet.

Christian Pince : leçon de la lutte : projet arrêté surtout après un mort, donc on ne peut pas parler de victoire.

Après projet de territoire : on a voulu y participer. Se battre pour quelque chose. Dialoguer avec es gens avec qui on est d'accord c'est facile, mais dans projet de territoire, il fallait parler à tout le monde. 6 ans qu'on se bat dans ce projet pour avoir une autre vision de l'agriculture et de la gestion de l'eau.

L'alimentation se fait par le Tarn et pas par la petite rivière. Mais il y a énormément de retenues qui se sont créées. Équivalent d'une retenue par agriculteur et de 2 par agriculteur irriguant. Beaucoup d'eau stockée, et on nous faisait croire qu'il n'y avait pas assez d'eau. Sur 6 ans, petit à petit, on arrive à ce que les idées fassent leur chemin. On avait une retenue de 1 million 500 000 m³, maintenant, on tourne autour de 170, 200 000 m³ à l'amont. On est arrivés à quelque chose de raisonnable.

On est pour une meilleure répartition et des retenues qui n'atteignent pas les zones humides. Pour des retenues qui soient déportées du cours d'eau, et dans des quantités raisonnables.

Cet hiver, des retenues pour l'eau potable ne pouvaient plus se remplir. Hiver secs.

Bon espoir qu'un accord puisse se faire. Accord global sur agroécologie, circuits courts. Reste la question que ce ne soit pas sur la zone humide du Testet. Pas gagné mais possible.

Lucile Richard et Anne Rizzolo, Bassines Non Merci (BNM) et Amies de la Conf' : comment se profile la mobilisation actuelle ?

Anne Rizzolo : collectif composé de plein de gens, assos, politiques, sensibilités différentes.

Portés par une conviction commune : qualité de l'eau, mettre fin à un modèle agricole productiviste.

BNM 79 : à l'origine il y avait 19 projets de bassines. 3 retoqués, il en reste encore 16.

Trois autres collectifs : BNM Aume couture, BNM 86, BMN Haute vienne, d'autres naissent au fur et mesure que des projets de bassines arrivent...

A BNM 79, nous faisons très régulièrement le point sur la gestion de l'eau. Plusieurs travaux en parallèle :

- Grosses manif et actions diverses.
- Travail de fond pour sensibiliser la population autour de chez nous.
- Groupes de travail pour monter en compétences, avoir les meilleurs arguments. BRGM : reprend argumentaire des pro bassines.
- Groupe pour bien comprendre gestion de l'eau, comment s'articulent les décisions.
- Groupe sur les pratiques agricoles sur le territoire.

Lucile Richard : novembre 2017, première grande mobilisation via une action de grande chaîne humaine autour de la parcelle en projet. 1500 personnes pour faire tout le tour.

Puis 3 mobilisations organisées en 2018, appelés « waterstock » :

- mars : marche des pigouilles à Mauzé
- juin : vague citoyenne à La Garrete dans le Marais Poitevin
- novembre : à Niort pour dénoncer le protocole d'accord programmé pour décembre.

Fin 2018 : signature du protocole d'accords, passé de 16 à 19 bassines dans le projet. Il faut alors se conformer à des compensations pour avoir accès à l'eau. Le protocole nous a fait perdre un certain nombre de partenaires, comme notre députée Delpine Bato, des assos environnementales. Qui ont voulu croire à ce projet, mais en sont revenus depuis.

Puis autre forme d'actions : Mauz'ad, pas très loin de la parcelle où était projetée la construction de la réserve SEV17. Petits noms des méga bassines.

2019 : marche de la convergence à Melle, patrie de Delphine Bato. Inauguration du « Delphinarium », avec les gilets jaunes.

2020 : assemblée des habitants de la terre. Réunions en visio jusqu'au Waterstock n°7. Rassemblement de plus de 7000 personnes. José Bové était là aussi.

Puis pétition au Parlement européen dénonçant le non respect de la directive européenne cadre sur l'eau, et d'autres directives. 9 directives dénoncées. On nous a répondu qu'au moins 6 directives sur ces 9 n'étaient effectivement pas respectées par la France.

Mars 2021 : autre action dans la chambre d'agriculture : pas très bien perçu par le président de la chambre. Pour demander les documents relatifs aux projets. La Préfète avait 2 mois pour les fournir. Ne l'a toujours pas fait. L'État ne respecte pas le jugement.

Travail auprès des élus locaux pour obtenir une motion. Une quarantaine de communes ont signé cette motion.

Juillet 2021 : marche nocturne. On présentait l'imminence des travaux.

Sept 2021 : les engins de chantiers débarquent sur la SEV 17. début du rapprochement avec les Soulèvements de la Terre.

Novembre 2021 : mobilisation à « Mauzé sur les bassines » (3 prévues là-bas). A cause de l'interdiction, la manif a bifurqué à une bassine interdite après. Démontage d'un bout du tuyau. Jugé illégal par la suite.

Janvier 2022 : une centaine de personnes pour une randonnée pédagogique. Parcelles semées de maïs azoté, engrais à moins de 20m du captage d'eau.

Mars 2022 : assemblée des rivières.

Août 2022 : descente de Sèvres en canoë jusqu'à Niort

Octobre 2022 : les travaux d'une nouvelle bassine commencent : Sainte Soline. Plus personne n'ignore ce qu'est une méga bassine.

2023 : Jugements de personnes et condamnées, simplement pour avoir participé à des manifs. On continue le volet pédagogique.

Mars 2023 : mobilisation + grand évènement sur l'eau.



Où en est-t-on ? Pour l'instant pas trop d'espoir pour que cela change. Il y a eu renouvellement du SAGE au mois de juin. Encore beaucoup trop d'élus qui siègent dans cette commission en y ayant des intérêts (incompatibles avec mission d'intérêt général).

Plusieurs recours juridiques, dont un contre le financement des bassines par l'Agence de l'eau. Instruction close, on attend une date de jugement.

Une mission d'information portée par le député Loïc Prud'homme, entre 2019 et 2020 sur la gestion des conflits d'usage en situation de pénurie d'eau, une commission d'enquête parlementaire par Mathilde Panot en 2020 relative à la main mise sur la ressource en eau par les intérêts privés et ses conséquences. Beaucoup de choses se sont passées mais pour l'instant, nous ne sommes pas tout à fait satisfaits.

Anne Rizzolo : notre visibilité a néanmoins fortement augmenté. La Conf' nous a fait remonter que beaucoup de jeunes agriculteurs se mobilisent de plus en plus. La LDH (Ligue des Droits de l'Homme) constate aussi de plus en plus de soutiens. Les pro bassines se plaignent de la pression qui commence à peser sur eux.

Paradoxe institutionnel : affiche transition écologique, mais noyautage organisé. Seule la voix de l'agro-industrie est prise en compte. Pacte de non agression entre les gens gérant ces instances. Conflits d'intérêts.

Le protocole rediscuté est présenté comme un projet de territoire.

Stéphane Galais : pas d'eau pas d'agriculture, pas d'agriculture pas d'alimentation de qualité. Problématique prégnante partout. Sécheresses se multiplient. Vrai combat pour la subsistance des paysans et des citoyens. Problèmes permanents : qualité et pollution.

L'abreuvement des animaux est déjà un problème sur certains territoires.

7 % de la SAU (Surface Agricole Utile) est irriguée : 40 % de maïs, 25 % de céréales, 15 % de fruits et légumes.

Vrai accaparement de la ressource. D'abord un problème d'inégalité d'accès à la ressource.

Combat central. Protéger, partager la ressource.

Vrai problématique avec l'équilibre à trouver avec le tourisme: le robinet à St Malo a déjà été coupé. Mettre la priorité pour l'eau nécessaire à la production de notre alimentation.

Il faut baisser les volumes d'arrosage. Pas d'irrigation sur les cultures énergétiques. Vraie problématique avec développement de la méthanisation partout. Va entrer en concurrence avec cultures dédiées à l'alimentation.

Transparence sur les volumes. Mettre des compteurs pour pouvoir le vérifier.

Financer des pratiques agricoles pour maintenir l'eau dans le sol.

Accorder dans la gouvernance de l'eau une plus grande place aux autres instances.

Sortie du droit de propriété pour l'accès à l'eau et construire un droit d'usage.

Continuer la lutte.

RÉPONSES QUESTIONS :

En lien avec l'actualité sur les Soulèvements de la terre : séisme dont l'épicentre était à Mauzé sur le mignon : coïncidence ? Le manque d'eau, la sécheresse, créent un affaissement petit à petit, qui peut contribuer à provoquer des séismes. Fait scientifique.

Darmanin est sur le coup aussi. Il veut « dissoudre les tremblements de terre ».

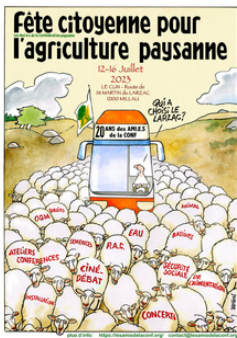
Pour les personnes jugées au mois de janvier : condamnation de 10 mois de prison avec sursis, pour participation à une manifestation en vue de commettre des dégradations. + petites amendes, prises en charge par une cagnotte de solidarité.

8 sept 2023 : procès important à venir, pour les membres de la Conf' et de BNM, poursuivis pour manifestations interdites. Cela fait partie de la lutte. C'est parce qu'il y a une répression qu'il y a visibilité. Mettre en lumière le 8 sept et la tracto vélo « Convoi de l'eau » au mois d'août.

Leur but est de nous faire peur. Mais eux ont peur aussi en face.

Bassines : 1000 au niveau national. Trop.

Véolia / régie : pas simple comme question. Les citoyens qui se retrouvent à gérer l'eau via les régies n'ont pas forcément les compétences pour. Demandent plein d'études, mais il n'y a pas de suivi général. Il faudrait des instances plus globales qui permettent de gérer un peu mieux.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

L'agriculture paysanne peut-elle nourrir le monde ?

Avec : Marc Dufumier, agronome et enseignant chercheur
Silvia Perez Vitoria, économiste, sociologue et documentariste
Jacques Caplat, paysan agronome et ethnologue

A retrouver en replay : <https://youtu.be/64f4mFf-fSM>

Introduction par Francine Narbal

A cette grande question : l'agriculture paysanne peut-elle nourrir le monde ? La majorité d'entre nous ici en est sans doute persuadée, mais vous avez peut-être des amis, des connaissances, qui vous ont dit : l'agriculture paysanne, le bio, le local, c'est très sympa, mais jamais vous ne pourrez nourrir jusqu'à 9 milliards de personnes !

Alors un postulat de départ : oui, l'agriculture paysanne peut nourrir le monde. Mais quels sont les obstacles ? Comment l'agriculture paysanne peut-elle nourrir le monde ? Leviers ?

Marc Dufumier, agronome, enseignant chercheur, qui a dirigé la chaire d'agriculture comparée et de développement agricole à AgroParisTech, a écrit de nombreux ouvrages.

Va nous aider à définir l'agriculture paysanne et quels sont les objectifs et moyens pour nourrir sainement la population mondiale.

Marc Dufumier : l'agriculture paysanne ne se limite à pas à l'agriculture nourricière (fonctions paysagères, sanitaires, environnementales, etc).

En face on nous dit que si on veut remplir toutes ces fonctions, on n'arrivera jamais à nourrir le monde.

Objectif : nourrir correctement, sans perturbateurs endocriniens dans la nourriture, sans dioxine dans les poulets etc., en quantité et en qualité.

840 000 millions de gens n'ont pas quotidiennement leur 2200 kcal.

Malnutrition : 1 milliard sont carencés en qualité alimentaire.

L'espérance de vie réduite n'a rien à voir avec le nombre de denrées alimentaires disponibles.

Pourquoi n'accèdent-ils pas à cette nourriture ? Parce qu'ils n'ont pas les moyens et sont obligés de se tourner vers l'aide alimentaire.

Parallèlement, le paysan brésilien qui désherba ses parcelles a été remplacé par du désherbant, est parti se loger dans des bidonvilles, n'a pas trouvé d'emploi, et n'a donc pas de revenu pour acheter du soja brésilien qui nourrit nos cochons.

Nos cochons sont plus riches que des pauvres brésiliens. Autrement dit, nos usines à aliment pour bétail sont plus solvables qu'un brésilien au chômage.

Cette extrême pauvreté provient très largement du fait que nous exportons à vil prix. Quand nous exportons ça au Sénégal à des producteurs de mil et de sorgho, eux qui désherbent et récoltent à la main là-bas, n'arrivent pas à être compétitifs avec nos moissonneuses batteuses.

Exemple : Deux sacs de riz qui se vendent au même prix sur le marché mondial : le sac de riz de cette femme qui repiqué le riz à la main, pas plus d'un demi hectare, pas plus d'une tonne à l'hectare, ça fait quand même 500kg de paddy (riz non décortiqué), et 400 kg de riz décortiqué. Avec ça on peut nourrir 2 personnes. Mais il faut vendre une partie de ce riz pour acheter des produits de première nécessité. Sauf que quand la femme sénégalaise va vendre son riz, juste à côté il y a le riz (thaïlandais, d'Arkansas, très peu de riz de Camargue...), qui n'est pas du riz repiqué à la main.

1 actif dans l'Arkansas a produit mille fois plus en productivité brut que la femme qui a repiqué 1 demi hectare / 1 tonne. 1000 fois plus de productivité brute.

Mais l'activité de l'exploitant agricole productiviste est destructrice. La seule valeur ajoutée est donc la soustraction entre ce qui a été produit (les 500 tonnes) et ce qui a été détruit (les engrais, les pesticides, les carburants qui ont brûlé, les tracteurs qui se sont usés).

Les 4/5 d'un producteur productiviste dans l'Arkansas, c'est pour couvrir les coûts de ce qu'il a détruit. La valeur ajoutée n'est qu'1/5 : 100 tonnes. Mais 100 tonnes, c'est 200 fois supérieur aux 500 kilos de cette femme qui a repiqué à la main.

Ces deux sacs se vendent au même prix. Alors que la femme a travaillé 200 fois plus, et qu'elle accepte, pour pouvoir acheter ses produits de première nécessité, de vendre son riz en acceptant un revenu 200 fois inférieur. Il nous faut à tout prix arrêter d'urgence ce cirque. Il faut que les peuples des pays du sud aient le droit de se protéger contre les excédents des pays du nord et que nous puissions nous protéger nous puisque nous sommes très lourdement importateurs (les protéagineux, le soja et tourteaux de soja en provenance des Amériques).

Produire un peu moins mais mieux chez nous, et autoriser les pays du sud à produire davantage et bien, sans rien détruire là-bas, c'est la thèse qu'il nous faut défendre.

Est-ce que techniquement c'est possible ? Oui, on peut nourrir bien plus que 10 milliards d'habitants sur la planète en pratiquant des formes d'agriculture qualifiées d'« intensives à l'hectare ».

Préserver les milieux naturels. Ne pas déforester les forêts amazoniennes, congolaises. C'est sur les terres agricoles déjà existantes que nous allons essayer de nourrir durablement et correctement l'humanité, tout en assurant les prérogatives de la paysannerie (paysagères, environnement, séquestration du carbone par les sols, moins d'émissions de protoxyde d'azote). Un seul et même combat : la nourriture avec des formes d'agriculture inspirées de l'agroécologie, et la défense des paysages, de la biodiversité, de notre santé, et la durabilité. Objectif : pas de préjudice pour les générations futures.

On a besoin d'énergie pour notre alimentation. On m'a raconté qu'il n'y aura pas de pénurie d'énergie solaire avant des milliards d'années : miser sur un usage intensif de cette ressource à l'hectare gratuite (en parallèle des luttes pour l'accès au sol). Avoir une couverture végétale verte la plus totale possible et une association de végétaux astucieuse comme savent le faire de nombreux paysans.

Les agriculteurs doivent être rémunérés pour ce service d'intérêt général qui contribue à maintenir les sols, préserver la biodiversité, etc.

Que la plante soit correctement alimentée en eau, de pluie, emmagasinée dans le sol, pour se nourrir l'été.

Ex avec le maïs. Fallait-il faire venir une plante d'un pays chaud, ici ?

Labour en pleine journée : fait du tord aux vers de terre.

Avoir un sol poreux. Humus des sols retient l'eau.

Besoin de protéines, molécules azotées.

Arbres, haies, semences paysannes.



Difficulté : rajouter de l'azote sur un nitrate de carbone, c'est coûteux.

Utiliser encore des énergies fossiles dans le contexte d'aujourd'hui, c'est absurde.

Tous les paysans connaissent le rôle joué par les légumineuses.

Pourquoi en France on est dépendants des 2/3 des importations en protéines ?

Retrouver notre souveraineté protéinique. Protéines françaises sur des sols français avec de l'azote français. « Plus franchouillard que Zemmour : Marc Dufumier ! »

La vraie inquiétude est sur les éléments minéraux. Il y en a beaucoup, mais pour l'essentiel c'est dans la roche. Phosphore à faible dose. Tant qu'on dépend de l'énergie fossile, pas possible.

Aller vers une agriculture intensive en mésanges bleues, qui vont s'occuper des papillons de nuit, etc..

Recherche de variétés tolérantes, adaptées à notre territoire.

Récupérer des semences paysannes.

Il n'y a pas d'opposition du discours scientifique avec la restauration de savoirs faire.

Alors me direz-vous, la question est : pourquoi a-t-on fait tout le contraire ? Qu'attend on pour que ça change ?

Jacques Caplat : transposer des espèces en dehors de leurs milieu naturel n'est jamais facile. Agronome au départ, et anthropologue désormais. Président de l'IFOAM France (Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique).

Un des fondateurs du Réseau semences paysannes, avec Guy Kastler, il y a pile 20 ans également. Même âge que les Ami.e.s de la Conf'.

L'agriculture n'existe pas. Des agricultures.

C'est en voyageant qu'on s'est rendu compte qu'il y avait d'autres cultures agronomiques. L'anthropologie m'a aidé. L'agriculture au singulier n'existe pas. Elle a été inventée dans l'humanité une trentaine de fois au moins, certaines avec des liens, d'autres strictement aucun.

L'agriculture de Mésoamérique n'avait aucun lien avec l'agriculture d'Afrique de l'Est, car à l'époque il n'y avait pas de déplacement humain entre ces 2 espaces. Des formes d'agricultures différentes ont donc été inventées. Chaque territoire a une agriculture spécifique.

Une des clefs de la compréhension : démythification d'un certain nombre de choses.

On a imposé depuis des milliers d'années une agriculture basée sur des aberrations. Pourquoi on ne pratique pas les principes agronomiques qui ont été décrits, c'est parce qu'il y a une histoire particulière.

Une agriculture apparue sur le croissant fertile (Liban, Syrie, Irak actuels). Là qu'est apparue une agriculture parmi 30 : celle qui a gagné l'Europe et celle que l'Europe a imposé au monde. Cette agriculture domine le monde, pour des raisons historiques : c'est l'agriculture qui a colonisé le monde, l'Europe.

Il y a une histoire, des gens qui croyaient en ce qu'il faisaient à l'époque.

Notion de temps, notion d'espace.

On a fait une erreur culturelle, scientifique, de croire qu'on pouvait appliquer une équation à toutes les agricultures, qui sont un système vivant.

Il y avait une logique européenne à avoir fait ça. Il y a eu une volonté de rationaliser cette agriculture par des cultures pures, avec de la mécanisation.

Dans un milieu tempéré, il était possible de reproduire les conditions idéales de la sélection, à condition d'irriguer, de mettre des pesticides, etc.

On continue parce qu'on est pris dans un système capitaliste, faire grossir les multinationales, etc.... Tout ce qui détruit l'agriculture, c'est ce qui détruit le monde.

Différence importante :

Autarcie : fermé sur soi même.

Autonomie : pas du tout en vase clos. C'est simplement être maître de ses choix.

A l'échelle d'un espace qui va se mettre en cohérence. Comme quand des groupes de paysans en Afrique vont s'organiser. Vont créer une autonomie.

C'est bien un lien étroit entre paysans, occupation du territoire, imbrication avec l'ensemble des citoyens. Société.

Agriculture, ne concerne pas seulement l'alimentation.

Nous voulons être autonomes pour l'air, l'eau, le climat. C'est ça la souveraineté alimentaire.

Nous peuple du monde.

Nous devons garder la maîtrise politique : agri-culture.

On ne peut avoir de développement que si ce sont les populations concernées qui définissent leurs propres objectifs.

Sociologiquement, on sait aussi comment le faire, pourquoi on ne le fait pas ?

Causes communes, solutions communes.

Enjeu : une agriculture qui soit capable de remettre en lien les paysans et des conditions physiques, agronomiques, biologiques. Pas un hasard si rejoint également visions des autochtones.

Toutes ces démarches là se rejoignent.

Enjeu derrière : émancipation.

Question : avoir une agriculture qui va produire beaucoup avec très peu d'humains dans un contexte de chômage de masse : est-ce utile ?

Pas convaincu. Il faut reprendre le contrôle de nos vies à l'échelle collective.

Silvia Perez Vitoria : les agricultures paysannes ont survécu. Malgré une extrême violence.

L'écrivain John Berger parle d'une classe de survivants.

Incompatibilité entre les agricultures paysannes et l'autre.

L'une est extrêmement destructrice, les agricultures paysannes essaient de se maintenir et nourrissent 70 % de l'humanité sur 35 % des terres agricoles. On voit déjà qui nourrit.

Le contexte : les rapports de force en présence : jusqu'à la seconde guerre mondiale, cette agriculture était majoritaire. La motorisation, mécanisation, recherches en génétique, libéralisation des échanges ont conduit à une destruction très importante des agricultures paysannes.

L'image du paysan a été remplacée par celle de l'agri-manager, de l'exploitant agricole. Dont le seul but est d'être compétitif et de gagner sur les autres (gagner de l'argent et essayer de conquérir les marchés).

Les agricultures paysannes semblent apparaître comme des symboles du passé, ce qui n'est pas du tout le cas.

Cette modernisation de l'agriculture a conduit à un énorme complexe agro-industriel, qui a annexé l'agriculture paysanne. Elle fait maintenant partie d'un tout sur lequel elle a de moins et moins de marge de manœuvre et d'autonomie.

Modernisation s'est faite dans une cogestion entre l'État et les syndicats majoritaires. Nous avons l'apanage dans le monde de la quantité d'instruments technocratiques qui se permettent de gérer / d'intervenir dans l'agriculture, en ayant pour objectif cette trilogie promue par les institutions :

- rendement
- marché
- progrès technique

La FAO a joué un rôle très important dans la destruction des agricultures des pays du sud.

Aucun État dans le monde ne donne la priorité à l'agriculture. De repenser l'organisation de la société à partir de l'agriculture. C'est dans ce contexte que nous sommes.

Mais ces dégâts commencent de plus en plus à apparaître, de manière plus importante qu'il y a 40 ans. Maladies, suicides de paysans n'est qu'un symptôme d'une situation arrivée à ses limites.

Profondeur de champ historique. Les luttes n'arrivent jamais comme ça. Les révolutions russe et mexicaine étaient paysannes.

Efficacité des luttes stratégiques : la terre est utilisée pour beaucoup de choses : urbanisation, extractivisme. 40 % des terres agricoles sont préemptées pour en faire des mines. Il va falloir choisir entre le pain et le smartphone. C'est un choix qui arrivera peut-être.

Ex : il y a quelques années, au Vietnam, une entreprise taïwanaise a installé une entreprise sidérurgique. En s'installant, elle a contaminé énormément les eaux, notamment les eaux de mer, et détruit des milliers de poissons. Les pêcheurs n'avaient plus de quoi vivre. Un ingénieur de l'usine a dit aux vietnamiens : « il va falloir que les vietnamiens choisissent choisir entre les poissons et l'acier . » Il a été viré après.

Terres agricoles ont tendance à devenir rares.

En économie, la terre est intéressante car elle prend de la valeur. En Amérique latine notamment, des fonds extérieurs à l'agriculture accaparent des terres.

« On installe des panneaux solaires sur les champs, et de l'agriculture sur les toits, il y a quelque chose qui va pas . » > un spécialiste de l'agroforesterie.

Lutte stratégique :

- la préservation des terres
- les semences : phénomène stoppé / privatisé depuis les années 60. Puis les catalogues ont amené à une privatisation des semences. Il est maintenant question de survie de l'humanité.
- savoir et savoir faire paysans : littéralement dévalorisés / éliminés. Très important.
- question des échanges : libéralisation = facteur très important d'élimination des paysans, relocaliser la transformation. Aucune agriculture paysanne ne colonise personne : bon atout à valoriser.
- la vocation nourricière : la promotion de l'exportation et de la monoculture n'est pas la solution.

Via campesina : plus grand mouvement au monde. 200 millions de membres.

La déclaration de l'ONU sur les Droits des paysans - UNDROP - : tout est décrit dans ce traité. Parti d'un petit syndicat paysan d'Indonésie.

Les agricultures paysannes commencent à intéresser davantage les gens, à être mieux connues. Toutes les luttes contre l'artificialisation des sols. Agriculture y a toujours une place. Agriculture paysanne doit être au cœur de ces réflexions.

Mais conduit à beaucoup de détournements et d'attaques : la Cellule demeter, la dissolution des Soulèvements de la Terre.

Souveraineté alimentaire inventée par 1996, détournée par la FNSEA qui a fait un manifeste (qui dit que ça doit servir à exporter).

Il y a eu des luttes gagnées :

- luttes pour la terre au Brésil : 350 000 familles qui ont pu s'installer sur 8 millions d'hectares ;
- réseaux de semences paysannes : constitution d'une véritable alternative à la privatisation des semences ;
- écoles paysannes créées un peu partout ;
- relocalisation de productions ;
- nouvelles solidarités : importance de la prise de conscience que les luttes sont les mêmes entre ouvriers et paysans. Idée très importante :
- Mouvement des sans terre
- Zapatistes au Mexique

> récupérer des territoires, reconstruire une société.

Reste du chemin à parcourir : être plus offensif (eux le sont), convaincre les adeptes de l'agriculture industrielle qu'il n'y a pas d'avenir. Multiplier les installations. Remettre systématiquement en cause les traités de libre échange. Redonner une centralité aux agricultures paysannes.

Impression que les luttes sont dispersées (eau, territoires...). Toutes ces luttes là sont fédérées par l'agriculture paysanne.

Ouvrir réflexion sur le développement et le progrès.



RÉPONSES QUESTIONS :

Sylvia Perez Vitoria : écoles paysannes : existent beaucoup en Amérique Latine. Avec un volet politique et une partie directement liée au contexte local.

Jacques Caplat : mettre les paysans en lien entre eux. CIVAM. Dimension de savoir importante. Savoirs incorporés. Partagés. Savoirs qui s'élaborent. La sélection paysanne est basée sur des savoirs. Observations. Hypothèses. Déduction. Démarche de construction de savoirs. Et pas seulement des savoir faire.

Concurrence entre alimentation et énergie : question plus large de concurrence entre les ressources minières. Ex : choisir entre l'acier et le poisson, c'est presque mot pour mot la position de l'extrême droite pour la loi sur la restauration de la nature. Ils ont mené une campagne hallucinante pour dire « si on ne peut plus détruire la nature, on ne pourra plus produire assez d'aliments ». Il faut donc continuer à détruire la nature pour pouvoir continuer à produire de la nourriture. Ahurissant. Aberration scientifique. Être conscient de ça. Savoir qui sont nos adversaires. Aujourd'hui la droite européenne et l'extrême droite sont violemment opposées à ce qu'on défend.

Le Parlement a fini par voter cette loi (en édulcorant et retirant pas mal de choses, mais ont au moins voté la base, déjà ça de sauvé). Quels sont les seuls pays qui ont voté ce compromis ? Ce sont les 5 pays d'Europe dont la majorité est la droite et l'extrême droite. Donc nos ennemis sont clairement identifiés : la droite et l'extrême droite.

De manière générale, important d'être dans une logique où on raisonne « agronomie », « écologie », gestion optimisée d'un système par rapport aux humains qui l'habitent, et ensuite on fait des compromis. Des choix. Parfois utiliser des espaces pour faire autre chose que de la nourriture. Certains aménagements peuvent parfois se justifier. Ne pas mettre des panneaux solaires dans les champs. Méthanisation pourrait être défendue comme cerise sur le gâteau pour optimisation de déchets dans un système par ailleurs très équilibré et d'abord équilibré. Certainement pas méthanisation à échelle industrielle.

Être plus visible pour renforcer les troupes : avoir des petits drapeaux Ami.e.s de la Conf'.

Stéphane Galais : École paysanne de la Conf' = formation politique par la Conf'.

Marc Dufumier : mensonge caché dans ce qu'on a oublié dans le calcul. Effets collatéraux sur d'autres productions. Erreur maïs betterave, puis colza, et on le refait de nouveau avec la méthanisation. Sur l'éthanol et l'agrodiesel. Sont extrêmement puissants ; Mensonges par omission. Très doués pour ça.

Ex : si on remet des brebis en IDF, leur argument est de dire qu'elles vont émettre du méthane. Oui ok mais si on met les brebis dans des prairies temporaires dans lesquelles il y a de la luzerne, du trèfle et des légumineuses, vont fertiliser d'autres cultures par la voie biologique, sans utiliser d'engrais de synthèse, il n'y aura pas d'effet collatéral. Parler des autres cultures. Approche paysanne réhabilite ça. Pour méthanisation, pas les calculs définitifs.

Jacques Caplat : ouvre à une autre problématique. Depuis quelques années, on a fait une religion de problème du calcul de l'analyse du cycle de vie (ACV) – calcul du poids produit par rapport à une logique production filière. Vision en ne prenant qu'un bout de la lorgnette. On met de côté toute une partie. Importance : produire en cohérence, en système. Prairie ne peut être optimisée que par des herbivores.

Marc Dufumier : réintégrer chez nous les légumineuses et protéagineuses. Le plus urgent. Nous les importons pour l'instant depuis le Brésil.





20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Internationalisation des luttes

Avec : Morgan Ody, paysanne et coordinatrice de La Via Campesina

A retrouver en replay : <https://youtu.be/BMZYPawh7wQ>

Morgan Ody : paysanne dans le Morbihan, membre de la Conf', et la Conf' fait partie de la Via campesina (le Modef aussi).

Mouvement paysan mondial créé y a 30 ans ; anniversaire fêté à Mons cette année.

Entre temps, l'équivalent de la FNSEA au niveau mondial a fait faillite.

Via campesina = plus de 180 organisations dans plus de 80 pays. Encore en train de s'élargir. Discussion dans les pays arabes et Afrique du nord. Lors de la prochaine (8ème) conférence en Colombie, on officialisera l'intégration de la région des pays arabes et Afrique du nord.

10 grandes régions. Au niveau européen, ECVC - Coordination Européenne Via Campesina = regroupe une 30ème d'organisations.

Dans les pays du sud, il y a des organisations avec des millions de membres.

Reconnus comme le plus grand mouvement social au monde ; à ce titre, la Via campesina a joué un rôle assez fondamental au sein du monde associatif.

Peu avant sa création, exportations pour obtenir crédits du FMI.

Grosse différence entre le GATT et l'OMC, c'est que l'OMC intégrait dans le commerce des productions agricoles.

C'est face à ce contexte que les organisations ont décidé de se réunir. Né de l'opposition entre petits producteurs d'alimentation et entreprises multinationales.

Mouvement social de défense de l'agriculture paysanne artisanale.

Organisations paysannes sont arrivées à la souveraineté alimentaire (et pas sécurité alimentaire).

Nous voulons avoir accès au bien commun que sont les terres, l'eau, les semences, mais avons aussi besoin de politiques de régulation du marché.

Un des rôles positifs de légitimité des États est d'avoir des silos.

Souveraineté alimentaire = idée qu'actuellement c'est la loi du marché qui s'applique. Nous on veut que ce soit une vraie démocratie, que ce soit les citoyens qui décident, que le droit à l'alimentation soit appliqué.

Sert à :

- construire l'unité dans la diversité. Tenter de se comprendre est déjà un défi. Besoin de se voir, de se rencontrer. Hyper important. Capables de dépasser des conflits qui peuvent sembler assez profonds. C'est la « façon de faire paysanne » : patience, se retenir un peu, sentir quand c'est le bon moment pour aborder des questions difficiles. On veut trouver un consensus. Cette façon de faire paysanne est l'une des raisons pour lesquelles la Via est toujours là 30 ans après.

- assurer la solidarité. On arrête pas d'être attaqués. Très régulièrement attaqués, assassinés, emprisonnés. Fondamental de se serrer les coudes. A la Conf', on l'a vécu ces derniers mois, le soutien. Au moment des arrestations, la Via a appelé l'ambassade de France. Nous a adressé des messages de soutien. Solidarité hyper importante. Il y a un an, le leader du mouvement du Sri Lanka a été mis en prison. Sorti 3 jours après de prison. Paie quand on se sert les coudes.

- construit un outil de représentation des petits producteurs pour nous-mêmes, par nous mêmes : avant la création de la Via campesina, au niveau de la FAO et de l'ONU, c'était soit les gros agrobusiness man qui représentaient le secteur agricole, soit des ONG du nord. On a dit stop. Au moment des émeutes de la faim en 2008, il y a eu une réforme du comité pour la sécurité alimentaire (un des organes de l'ONU qui traite des questions agricoles et de sécurité alimentaire).

On a réussi à construire un mécanisme de la société civile et des peuples autochtones basés sur des grands secteurs de la population : le secteur des paysans, de la pêche, des peuples autochtones, pastoraliste, des consommateurs pauvres, et les ONG soutiennent ce mouvement. Mais l'idée, c'est que ce ne soit pas la première ONG qui ait réussi à décrocher sa place qui puisse aller parler à l'ONU à la place de je ne sais qui, mais que réellement, on se rencontre avant chaque réunion du comité de la sécurité alimentaire, on discute de ce qu'on veut porter, et que ce soit réellement les mouvements sociaux et de petits producteurs qui décident, avec l'appui des ONG, et pas le contraire. Vraiment quelque chose qu'on essaie de promouvoir.

- luttres contre banque mondiale, OMC, contre entreprises multinationales. Globalisons les luttres pour globaliser l'espoir.

5 axes principaux :

- le partage des communs : réformes agraires. Accès terre, eau, semences.
- souveraineté alimentaire : défendre des politiques publiques de régulation du marché permettant d'avoir un revenu pour les petits producteurs. Majorité de la population indienne est paysanne, nécessaire régulation. Mobilisation contre l'accord Mercosur la semaine prochaine.
- les droits paysans : criminalisation énorme des mouvements paysans. Besoin de construire un outil de droit. On avait le choix : outil contraignant mais on aurait pas eu ce qu'on voulait. Soit déclaration, pas contraignant mais a été voté et on y a mis exactement ce qu'on voulait.
- féminisme paysan
- agroécologie paysanne : deux points à mettre ensemble car s'oppose aux modèles de domination. Travail immense à réaliser sur mode de conciliation et travail ensemble sur le territoire. S'inspirer des peuples autochtones. La nature, on en fait partie. Repenser les rapports de pouvoir qui se sont mis en place.

Que faut-il faire pour se mettre en condition de gagner ? Se poser la question partout.

Quels coins on peut enfoncer ?

Remettre la question du partage des communs au centre. Question du partage des terres a été abordée en 2000 puis complètement évacuée.

Sur la question du commerce :

Courrier de l'OMC à la Via campesina il y a quelques mois : nous n'avions pas reçu de courrier depuis 2005. C'est qu'ils devaient être dans la mouise. Ils sont en crise de légitimité. On a dit non : « vous êtes finis », on ne vous rencontre pas.

Il ne suffit pas d'être contre les accords de libre échange. Il faut qu'on écrive le cadre du commerce international basé sur la souveraineté alimentaire qu'on veut. On pourrait pas imposer à un pays des importations ni exclure de façon unilatérale un pays du marché mondial. Cuba par exemple aimerait bien pouvoir commercer un peu. Blocus a certes permis de relancer une partie de l'agriculture paysanne, mais ils aimeraient bien quand même pouvoir commercer un peu.

Équilibre à trouver entre un blocus comme Cuba et la libéralisation des échanges.

Sans doute moins de commerce, mais du commerce choisi parce que c'est chouette de pouvoir s'échanger du roquefort.

Pouvoir s'échanger des trucs mais ne pas dépendre de ça pour assurer la souveraineté alimentaire.

On voudrait en discuter avec les chinois.

Si un autre cadre est possible, ça peut intéresser des pays.

Vote de l'UNDROP par l'ONU est une victoire historique.

On veut que l'UNDROP soit appliquée.

Mettre en place des écoles d'agroécologie partout : pratico pratique et politique.

Essayer de contrer l'offensive sur la gouvernance mondiale. Gangrenée par les multinationales.

Axe des alliances : depuis 1996 on construit un mouvement international pour la souveraineté alimentaire.

Histoire du récit : campagne de 500 ans de résistance indigène, paysanne et populaire pour contrer le récit officiel. En Europe, on aurait aussi de quoi.

Dans 2 ans, on commémorera les 500 ans de la guerre des paysans, qui est la principale révolte paysanne qui a eu lieu en Europe, pas sans lien avec la colonisation Christophe Colomb. Au retour des Amériques, ils ont ramené énormément d'or. Suite à ça, les princes ont pu monter des armées beaucoup plus puissantes et il y a eu un moment de confrontation extrême au 16ème siècle, pour chasser les paysans et prendre le pouvoir sur leurs terres. Des paysans se sont massivement soulevés face à ça (en Allemagne et dans une grande partie de l'Europe). Une grande partie de la répression s'est organisée autour de la chasse aux sorcières, pour en finir avec la révolte paysanne. Diviser la population. Les populations perdaient leur commun, mais les hommes récupéraient un nouveau commun : les femmes. Toute cette histoire de la colonisation elle s'est faite à l'extérieur, mais il y a aussi colonisation interne. On disait la « Terre mère » aussi en Europe. Pas besoin de dire « La Pacha mama ».

Scientifiques modernes ont commencé à dire mécanisme / horloge = moderne. Tout structurer à partir de ça.

Travail autour de notre conception de rapport au monde, à la nature.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Larzac, 42 ans après les luttes non-violentes et la victoire, constance et renouveau.

Avec : Christian Roqueirol, Chantal Alvergnas, Thierry Castelbou, Thomas Lesay, paysans & paysannes du Larzac

A retrouver en replay : https://youtu.be/Fn5zRb1Ja_k

Introduction par Francine Narbal et Jean Azan : en 1973, nous étions 100 000 au Larzac au Rajal. Dans ces 100 000, parmi tout une foule hétéroclite, quelques personnes se sont réunies, pour créer Les Ami.e.s de la Conf'.

Les paysans ont réussi à fédérer cette lutte. Encore plus exceptionnel : cette histoire s'est terminée par une victoire. Qui a continué. Et qui se traduit par des installations encore aujourd'hui.

Ce qui nous intéresse, c'est que le Larzac a continué après la lutte. 4 axes principaux l'ont structurée : la non violence, la solidarité, les nouveautés qui sont en train de se faire (consommation d'énergie entre autres), le « monstre du Larzac » - SCTL- qui permet l'accompagnement à l'installation.

Thierry Castelbou : c'est la non violence qui a permis la lutte du Larzac et sa continuité. Filtre de la non violence : en quoi ce choix de la non violence a été prépondérant ?

Importance de l'unité. Beaucoup plus facile de créer de l'unité autour de la non violence.

Actions plus guerrières réservées à ceux qui physiquement peuvent l'assumer. Dans la non violence, il y a aussi des personnes qui s'exposent plus, mais il y a la place pour chacun.

Idée aussi d'assumer ce qu'on a fait. On peut faire des actions illégales, c'est fondamental quand il le faut, mais on assume. Plus compliqué quand il y a de la violence.

Popularisation de la lutte : beaucoup plus facile d'attirer la sympathie des gens quand on monte à Paris en tracteur, quand on refuse de payer l'impôt, ou qu'on occupe des terres achetées par l'État pour l'armée, que quand on est violent (casser, jeter des pierres sur les flics). Les médias se focalisent sur la violence plutôt que sur le fond de l'affaire. Illégal mais légitime. Les paysans du Larzac ont réussi à faire parler du fond.

On fait sans attendre le gouvernement. On fait tout ce qu'on peut. 2 pieds : on s'oppose et on construit en même temps.

Autre terrain : le juridique. Permet de ralentir le processus.

Un des reproches fait à la non violence : ne pas s'imaginer qu'on va pouvoir émouvoir le gouvernement, le convaincre etc. Mais c'est une force de contrainte. Souvent on dit : Le larzac a été gagné parce que Mitterrand a été élu et a renoncé au terrain militaire. Mais il l'a fait car il a été contraint : « vous étiez trop insupportables ». Peut être que ça n'aurait pas été fait s'il n'y avait pas eu cette contrainte.

Ce qui fait aussi la différence du Larzac : les paysans ont choisi la non violence, et gardé la maîtrise. Car tout le monde n'était pas acquis à la non violence. Les paysans ont choisi, et les autres gens ont accepté.

Sur la lutte elle-même : possibilité de se renseigner auprès de nombreuses personnes ici.

Christian Roqueirol : un autre prisme est celui de la solidarité, avant, après et maintenant. Il n'y aurait jamais pu y avoir ce rapport de force s'il n'y avait pas eu les comités de soutien et les mobilisations en France et à l'étranger. Toujours une question de rapports de force avec les politiques. Solidarité envers d'autres luttes : lutte japonaise contre un aéroport, lutte de Narita.

Puis rencontres et débats sur la militarisation, en particulier celle de l'Europe avec le déploiement des missiles de moyenne et haute portée, les SS20.

On a apporté du soutien au peuple kurde (suite à leur sollicitation), ce qui nous a valu pas mal de visites de services secrets. On a raconté à des kurdes le rôle de la non violence dans notre lutte, même si ce n'est pas facile dans leur contexte, plus violent pour eux.

On a soutenu le peuple sahraoui qui se bat toujours pour son indépendance. Le peuple palestinien aussi.

Années 90 : une délégation de la Conf' est allée en Polynésie, contre les essais nucléaires ordonnés par Jacques Chirac. 8 de la délégation Conf' sont allées porter ce message de désaccord. Ça s'est fini par des arrestations. On est retourné en Polynésie pour le procès. Les polynésiens ont été condamnés, et nous reconnus coupables mais sans peine. Justice à deux vitesses.

Solidarité avec les Kanak aussi. Possible grâce à intermédiaire de Francois Raud, avocat.

Ici, on a participé activement à la création de la Conf' nationale et à la lutte contre les OGMs.

Années 90 : toute une lutte contre la mondialisation, traduite ici par le démontage du chantier du Mcdo de Millau. Plusieurs arrêtés juste après. Médiatisé. Une manière d'être solidaires avec d'autres pays du monde. Là on l'a fait aussi pour l'histoire du Roquefort, qui était injustement taxé, comme d'autres produits. Puis immense rassemblement en 2003, où les Amis et Faucheurs ont été créés.

Larzac : on a gagné une lutte. On aurait pu rester sur ce territoire sans aller voir ailleurs, mais on a accompagné d'autres luttes, par retour de solidarité par rapport à ce qui s'était passé chez nous.

Rencontres des Résistantes à venir cet été sont organisées pour ça : force de la convergence des luttes. Une lutte qui a été gagnée sert aux autres.

Chantal Alvergnas : « le monstre du Larzac », la Société Civile des Terres du Larzac (SCTL), a permis qu'il y ait aujourd'hui plus de monde au Larzac qu'avant. A l'issue de la lutte du Larzac, l'État s'est retrouvé propriétaire d'entre 6000 et 6300 hectares de terres qu'il avait réussi à acheter pour faire son extension (qui devait passer de 3000 à 17 000 hectares, dont 6000 à des propriétaires non exploitants).

Lutte du Larzac a été soutenue par les paysans travailleurs, dont Bernard Lambert, qui rêvait d'une meilleure situation pour les paysans et ouvriers. « Si le Larzac gagne, on en fera un office foncier ». S'est concrétisé grâce à un alignement de planètes, et des volontés au niveau de l'État pour mettre ça en place. Présence importante de personnes comme Louis Joinet.

On a signé nos baux en avril 1985. SCTL est l'outil foncier mis en place pour gérer le patrimoine de l'État sur le plateau. 6300 hectares de terres, et les corps de fermes qui sont dessus (à peu près 22 sièges d'exploitation) + des maisons, de l'habitat seul. Il a fallu un certain temps pour mettre en place cet outil. Comment on allait mettre en place cette société civile ? Statuts etc. Au quotidien comment on allait faire pour gérer les fermes ?

Fermes données en fermage avec des baux de carrière, pour sécuriser les paysans sur leurs fermes en leur garantissant de ne pas être mis dehors 3 ans après.

Bail jusqu'à la fin de la carrière professionnelle si on le souhaite.

Une centaine d'associés à la société civile. Des gens qui entrent sur les terres de la SCTL mais qu'on est pas allé chercher nous mêmes. Ce sont les associés qui choisissent avec qui ils veulent bosser.

Conseil de gérance : 11 membres, dont 3 qui représentent les « non agricoles » (ceux qui habitent les maisons), et les fermiers, qui ont tout à la Société civile (maison, bâtiment de terre et toutes nos terres à la Société civile). Pour que ceux qui sont le plus concernés par les décisions prises aient le plus de poids.

Il y a 10 ans, il y a eu un avenant pour prolonger le bail de l'État jusqu'à 2083. Enfin un bail emphytéotique : page blanche pour ceux qui arrivent. Garantie que les gens aient des terres agricoles.

SCTL : l'État lui a transmis tous les attributs du propriétaire sauf celui d'hypothéquer son bien et de le vendre. On gère la rentrée des fermages, les attributions de fermes, toutes les relations avec les partenaires locaux, les communes, les communautés de communes, les activités de loisirs, la chasse, la rentrée des fermages. Budget à l'équilibre et composé essentiellement des fermages.

Lutte très besogneuse et silencieuse. Au jour le jour il faut gérer ce patrimoine, et le transmettre. Beaucoup de réunions, de temps, d'investissement personnel pour le gérer.

6300 hectares de terres (3000 hectares de bois plus ou moins pacageable, 2000 hectares de parcours plus dégagés, et 1000 hectares de terres). Toutes les fermes ont été visitées et on leur a attribué un certain nombre de points (qualité de la terre, etc.). Permet de se comparer et d'être plus juste entre les fermiers.

Entre 1982 et 1985, on a eu des conventions d'occupation précaires avec la SAFALT (Société Aménagement Foncier Aveyron Lot Tarn) qui a fait le tampon entre l'État et nous tant que la SCTL n'était pas mûre. Puis, en 1985 signature des baux.

Quand on a repris le patrimoine, il était en mauvais état. Fermes en mauvais état. Énormément de travail. SCTL n'avait pas les moyens de faire les travaux sur les corps de fermes.

On s'est coltiné tous les gros travaux.



Autre revers : la valeur d'usage. Le fermier à sa sortie, ne part pas comme ça : on calcule la valeur d'usage, à partir d'états des lieux maintenant très fouillés. On rentre les données dans des tableaux. On en obtient un "différentiel de valeur d'usage".

Dans la maison : y-a-t-il un assainissement / confort, chauffage, isolation ? Tout un tas de paramètres nouveaux. Nos règles évoluent avec le reste de la société. On donne maintenant beaucoup plus de poids à l'isolation, au chauffage (troquer l'énergie fossile pour le bois, le solaire et autre).

On soustrait à la valeur du début. Le fermier repart avec cette valeur et ça permet à celui qui arrive de rentrer en ayant un système attractif. Valeur d'usage hyper importante.

Après 40 ans on peut faire un bilan de l'efficacité de notre système. On a 25 % de paysans en plus. Rare en France. N'existe pas ailleurs. On a complètement changé le visage de l'agriculture ici. On répond assez bien aux attentes de la société en terme de qualité des produits. Les femmes sont majoritaires maintenant à la tête des fermes (60 %).

Je suis gérante de la SCTL depuis 3 mandats, aussi gérante des GFA (Groupements Fonciers Agricoles) du Larzac (1500 hectares de terre). Que 4 sièges d'exploitation au GFA. Beaucoup plus à la SCTL.

Habitat en lui même : prêt à l'usage.

Thomas Lesay : toutes les nouveautés qui sont en train de se faire depuis plusieurs années. Installé avec Chantal, et aux Baumes.

Gérer le bois et photovoltaïque. 3000 hectares de bois. Bois pas vraiment valorisable en main d'œuvre. Trituration (pâte à papier) soit bois énergie (privilegié ici : bûche et bois déchiqueté).

Grosses chaudières collectives en ville. On espère que des projets vont se développer partout à Millau etc.

Ressource locale, pas industrielle comme les pellets, pour poêles à granulés, qui a pris 100 % d'un coup l'an dernier parce qu'il y a de la spéculation, produit industrialisé, mondialisé.

Bois déchiqueté a une justification dans une rayon de 150 km. Pas du tout pareil.

« Les bois du Larzac, » fait partie de la SCTL. Bois plus compliqué que l'éolien, c'est du boulot ; couper déchiqueter, faire sécher etc. Asso fonctionne bien.



SAS Laume del Larzac, créée pour gérer le photovoltaïque. Idée : créer une société par action simplifiée.

Toitures installées, à Montredon, aux Truels, aux Baumes, 25 toits où y a des installations.

500 Kilowatts installés. 500 millions de kwat générés chaque année. Pour l'instant génère pas beaucoup de bénéfices. Argent sera utilisé pour aider les paysans qui ont des difficultés financières pour refaire le patrimoine. On peut prendre des actions et prendre des parts GFA.

RÉPONSES QUESTIONS

- Le bois a deux objectifs : l'activité principale c'est le pastoralisme. Il faut empêcher que les bois ne se referment trop. Pin sylvestre très envahissant. Garder de l'ombrage pour éviter les sécheresses mais garder ouverture du bois. Plusieurs dizaines d'années pour faire tout le tour.

Gros incendie ici l'an dernier. Nouvelle problématique. Ne pas se laisser ré embroussailler, gagner du parcours et du pastoralisme.

- Principe de la SCTL : usage, usage, usage. Quand on s'en va, ça retombe dans l'escarcelle du patrimoine commun. Bail de carrière hors spéculation = atout énorme.

Généralisation pas pour demain. Encore du chemin. Politiquement pas évident. Suffit de volonté politique. 1500 légionnaires maintenant ici dans le camp militaire. Pas si optimiste qu'il n'y aura jamais d'extension. Encore une bagarre à gagner. Pas les mêmes enjeux et moyens pour s'y opposer. Terre de Liens fonctionne sur des baux de carrière.

- Comment faire avec l'habitat ? Lorsque l'habitat est avec la ferme, qu'a le nouveau ? Rien, et le regard de l'ancien qui est là tout le temps.

On veut des fermes qui restent vivantes intégralement. Très dur à faire accepter aux fermiers. On part pas de gaieté de cœur parce qu'on a tout mis là-dedans. On essaye d'accompagner. On travaille sur le PLU (Plan Locaux d'Urbanisme) avec la commune pour trouver des logements pour qu'on puisse rester habiter dans le coin. Pour ceux ont vécu toute leur vie ici.

Très important dans la gestion. On a un énorme problème de logement. Le jeune qui arrive n'a pas de maison.

Ces luttes sont menées par des gens ordinaires.

On essaye de choisir des gens qui vont jouer collectif.

Lors des visites de fermes de samedi, 4 d'entre elles se sont installées il y a moins de 2 ans.

François Mathey : lutte du Larzac a reçu un immense soutien, dont des compétences et des expertises. Quand on a monté la SCTL, on a eu le conseil de 2 juristes extrêmement compétents. J'étais fermier ici, la SAFER est venue me voir en proposant de mettre l'ensemble de leurs compétences techniques pour faire tout ce travail d'inventaire, classer les parcelles etc.

Dans les chambre d'agriculture, les lycées agricoles : il y a des passerelles à entretenir, avec le monde du développement, de la recherche, avec le monde de la formation, pour appuyer des projets innovants.

Chantal Alvergnas : prêts à usage pour maisons ici, sont données à quelqu'un qui l'habite et s'engage à y faire des travaux. Il faut que pour la SCTL ce soit une opération blanche.

On a aligné les prêts à usage sur les paysans (départ à l'âge de la retraite comme les paysans).

Quand le fermier quittait sa ferme, si une petite maison se libérait, lui permettait de se reloger.

On est sans cesse en train d'essayer de gérer les injonctions qui nous arrivent et d'essayer d'améliorer. Accepter que les jeunes qui arrivent ne fassent pas comme nous. Les gens font en permanence évoluer la structure.

- Existe-t-il un lieu ressource, de rencontre ? Association qui permettait aux paysans de se réunir n'existe plus et on pas su inventer autre chose.

Pas un bistrot sur le Larzac. A part à la Cavalerie, un peu trop de kakis dedans à notre goût.

Nous sommes 3 paysans à organiser les Résistantes. Il y a le mythe, et il y a la réalité. On a plus suffisamment de contacts entre nous. Les moyens et l'énergie pour créer un lieu ressource permettant les échanges.

- Qui parmi les historiques était plutôt pour que la légion s'installe ?

Christian Roqueirol : José, après sa carrière politique, a changé ses options de militantisme et sa façon de voir les choses. A fait en sorte, en sous main, que les paysans ne se survolent pas.

Il a dit, en parlant de nous : est-ce le mot « Légion » ou « étrangère » qui ne passe pas ? Mal vécu et reçu par les paysans du coin.

- Concernant les habitats légers : même ceux-là on ne pas les mettre n'importe où.

- Jeunes trentenaires ici vont apprendre à se connaître, à se mettre en réseau, et trouver leur mode de rencontre et d'organisation. Création de liens. On a fait un Larzac qui avait un visage, avec les anciens, maintenant aux jeunes de le faire avec nous. Liens humains toujours très longs.

On augmente le patrimoine habitable au fur et à mesure que les gens arrivent.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Présentation et animation autour de la Frise Histoire des Ami.e.s : 20 ans de soutien à l'agriculture paysanne : et maintenant ?
Découverte du livre et livret *Les Ami.e.s de la Conf' : 20 ans, une histoire qui continue*, à disposition pour l'occasion.

Avec : les administrateurs & administratrices des Ami.e.s de la Conf' : Jean AZAN, Eudora BERNIOLLES, Françoise EUXIBIE, Hristo KAVLAKOV, Christiane LORET, Catherine LUSSEAU, Nicolas NAVEAU, Guy NOGUES, Monique PIOT, Béatrice RABOT, Mathieu VALEUR ; et animateurs : Jean-Pierre EDIN & Lucile ALEMANY.

A retrouver en replay : <https://youtu.be/0mQ1DnOeVV4>

Eudora Berniolles : A l'occasion de ces 20 ans, pour mieux savoir d'où l'on vient et où l'on va, on a fait un travail collectif sur l'histoire des Ami.e.s, à partir d'un texte original de Marc Mangenot, l'un des membres fondateurs de l'association, pour faire ressortir des thématiques et grands moments de luttes. Texte initial dans le livre « Les Ami.e.s de la Conf' ; 20 ans, une histoire qui continue », agrémenté de témoignages. A donné lieu à 3 documents :

- le livre
- le livret de témoignages illustré par Claire Robert
- une frise historique, disponible en petits formats papier ou en formats bâche pour vos stands.

Moment important de passage de relai. Présentation du CA.
Présentation de deux activités / animations autour de ces supports historiques : l'arpentage pour livre, le jeu de cartes Timeline autour de la frise.

Même si notre lien à la Conf' est gravé dans notre ADN, nous nous essayons aussi à porter le voix des citoyens en tant que tels, en produisant nos propres documents (Kits de mobilisation pour les municipales 2020 et régionales 2021, campagne « Décidons de notre alimentation ! » pour retrouver des principes démocratiques et avoir voix au chapitre dans les instances de décision. Cette campagne se décline par notre implication et travail dans deux collectifs : le collectif NOURRIR sur la PAC et le collectif Pour une sécurité sociale de l'alimentation.

Réalisation de 4 pages thématiques sur la PAC et l'eau. Nous organisons également des formations en visio, en lien avec le Réseau AMAP IDF et Terre de liens IDF.



Documents qui peuvent être utiles à tous les adhérents et aux groupes locaux.

Mathieu Valeur : volonté partagée par l'ensemble du CA de semer des Ami.e.s partout sur le territoire. Aujourd'hui, un peu plus de 2000 adhérents. Idée d'être 6000 à la fin de l'année, va pas falloir chômer. Des Ami.e.s partout sur le territoire mais qui ne se connaissent pas forcément. Idée de pouvoir créer cette rencontre, pour diffuser des idées de l'agriculture paysanne et soutenir la Confédération paysanne. Création de supports, de rencontres. 2 rencontres annuelles des référents locaux. Catherine, Mathieu, Edith et André sont là pour vous accompagner.

Catherine Lusseau : rôle aussi de faire remonter ce qui se passe sur les territoires. Site bientôt renouvelé, avec espaces pour les groupes locaux. Deux espaces où prendre la parole aussi : notre lettre trimestrielle et notre page mensuelle dans Campagnes solidaires. Mise en place depuis septembre 2022 de visios d'accueil, qui permettent d'accueillir chaque mois les nouveaux adhérents. Format d'une heure.



Les Ami.e.s de la Conf', 20 ans : une histoire qui continue

Un livre, un livret de témoignages, une frise et un jeu de chronologie pour redécouvrir de façon ludique les événements et les luttes qui ont jalonné l'histoire de l'agriculture paysanne ces 20 dernières années.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Les Faucheurs aussi ont 20 ans !

Avec : Annick Bossu, Jacques Dandelot et les Faucheuses volontaires

A retrouver en replay : <https://youtu.be/uVwAru4KPhc>

Introduction par Jean Azan : pas possible d'être au CA des Ami.e.s et aux Faucheurs, sinon, on nous enlèverait la capacité à émettre des reçus fiscaux (déjà arrivé).

Mais nos deux structures ont été créés pour les mêmes raisons, pour les OGM : vous pour les faucher, nous pour soutenir financièrement la Conf' dans son combat.

Les Faucheurs : nous ne sommes pas une association mais un mouvement. Pas d'existence légale. Lutte anti OGM très différente en fonction des contextes. Dans certains pays, les gens disparaissent assez vite dès qu'ils s'opposent aux OGM.

Contentes d'avoir été invités par les Ami.e.s.

Les Soulèvements de la Terre sont un mouvement. Ils ne peuvent pas être dissous. Nos 20 ans seront fêtés aux Résistantes.

La Commission Européenne a fait des propositions qui allaient plutôt vers l'acceptation des OGM dans les champs et l'alimentation, déréglementation.

Tout le monde peut nous rejoindre. On peut intégrer des commissions de soutien aux Faucheurs.

En 2012, une coalition nationale de différentes organisations dont la FNAB et les Ami.e.s ont lancé l'Appel de Poitiers pour sauver la biodiversité.

23, 24 sept 2023 : rencontres contre agro-industrie à Poitiers : ouvert, s'inscrire. Gratuit. Organisations réunies au sein du collectif Objectif zéro OGM.

Questions agricoles. Se terminera par une déclaration commune.

Propositions de la Commission européenne, doit passer au Parlement européen et au Conseil européen. Mais nous avons du soucis à nous faire car les OGM ne seront plus tracés. Les risques ne seront pas étudiés.

La Commission va le signer, le stylo de l'agro-industrie à la main.

Il y a 10 ans, il y avait une rencontre internationale. On nous a dit « si vous, les Français vous n'aviez pas tenu, tout l'édifice de lutte contre les OGM dans le reste du monde n'aurait pas pu continuer avec cette ampleur. »

Être Faucheur c'est aussi déjà être dans l'état d'esprit.

Ne pas se laisser faire par l'agro-industrie.

Parfois l'État est dans l'illégalité. On fait des combats pour gagner par le droit, pour que ça s'inscrive dans la loi. Important qu'on soit reconnu dans notre légitimité à agir.

Les Faucheurs ont été créés aussi pour aider la Conf'. Ils détricotent la pelote, en tirant sur ce fil. Mais nous sommes aussi solidaires de bien d'autres luttes. On ne cloisonne pas les luttes. Il faut aussi avoir un fil à tirer.

Temps juridique, politique et action sont 3 temps différents.

Le juridique prend longtemps, des années.

On agit à visage découvert et on donne la liste des noms des gens aux forces de l'ordre.

Parfois on rend la liste, mais le procureur dit « on ne va pas convoquer tous ces gens » ; alors ils en prennent 2, 3 et les font comparaître comme prévenus. Donc les autres revendiquent à y être : « comparants volontaires ». Les 2, 3 que le procureur choisit sont souvent les locaux.

Intervention de Gérard Boinon, paysan de la Conf' retraité : Hommage à Jean-Baptiste, qui a eu l'idée de créer les Faucheurs volontaires. José Bové, prend le micro dans la foulée et annonce « les Faucheurs volontaires sont créés ».

On casse du colza qui de toute façon sera fauché un jour ou l'autre. L'intégrité physique des personnes est respectée.

Problème actuel : les médias en parlent de moins en moins. Ils parlent des violences.

S'approprier cette réflexion là est important.

Dossier VRTH s'est complexifié. Compliqué pour les journalistes aussi, moins facile pour eux d'en parler.

Encore plus compliqué pour nous vu les évolutions, donc il faut construire un argumentaire pour épilucher point par point. Pour pouvoir lutter contre ce qu'on veut nous imposer.

Les NGT (nouvelles techniques génomiques) : ce sont des techniques, pas des organismes.

Langage de l'industrie, on ne l'utilise pas car il est faux. Ce sont des mensonges par omission.

Choses qu'on présente comme très simples, mais qui sont très très complexes.



- Le 5 juillet 2023, la Commission européenne a adopté une proposition de dérèglementation des OGM : changement de la définition d'un OGM, la plupart des OGM actuels ne seraient plus considérés comme tels. Avec à la clé, dispense d'une évaluation des risques, d'une méthode de détection et traçabilité, d'un étiquetage, et d'un suivi après commercialisation.
- Le Parlement européen reste opposé aux OGM. La décision finale dépendra des prochaines élections européennes. C'est là que notre rôle de citoyen est important.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Défense des droits et conditions de travail dans le système de l'alimentation - regards croisés paysans / salariés de l'agroalimentaire

Avec : Nadine Hourmant, déléguée du personnel chez France Poultry
Jean-Claude Balbot, paysan éleveur dans le Finistère

A retrouver en replay : <https://youtu.be/qh2Li5jy1s0>

Introduction par Francine Narbal et Monique Piot

La nourriture actuellement produite pour nourrir l'ensemble de la population, ne l'est pas que par les paysans, mais aussi en grande partie par les travailleurs de l'agroalimentaire.

Peut-être que dans cette salle, nous mangeons surtout bio ou local.

Mais curieusement, 80 % de la population française achète plutôt sa nourriture dans les supermarchés : une nourriture pas bio, et industrielle.

Lors de l'atelier sur les prix, il a été mentionné que cette nourriture était de la merde.

Pourquoi ?

On n'a parlé de personnes qu'on ne connaît pas. On ne se croise pas dans les lieux de distribution.

La table ronde de ce matin est très importante.

Nadine Hourmant, ouvrière chez Poultry France, anciens abattoirs Doux en Bretagne, a accepté d'être parmi nous, et va nous parler de son métier.

Jean-Claude Balbot est paysan retraité en production bio, en Bretagne également.

Nadine et Jean-Claude se retrouvent dans les luttes à Brest.

Trois questions alors pour ce regard croisé :

1. Comment évaluez vous la situation des droits des travailleurs dans votre secteur respectif, pour les travailleurs de l'industrie alimentaire et les travailleurs de la production agricole ?
2. Dans la chaîne de la mondialisation néo-libérale, quels sont les contradictions les plus importantes dans vos deux secteurs ? Y-a-t-il des solutions qui se mettent en place ?
3. Les travailleurs de l'industrie et les travailleurs de l'agriculture sont-ils en capacité de converger dans leurs luttes ? Leurs intérêts sont-ils convergents ?

Monique Piot : nous voulons nous adresser à l'ensemble des consommateurs.

Secteur de la transformation est un secteur qui a été pris en main par les multinationales de l'alimentation.

Il faut créer des liens avec les organisations de travailleurs. Quelques données :

Production agricole : 400 000 exploitations + co-exploitants + 200 000 ouvriers agricoles = 600 000 ETP.

Industrie agroalimentaire : un peu plus de 600 000 travailleurs.

Le nombre d'emplois concernés est presque équivalent.

D'un côté sur du salariat (agroalimentaire), de l'autre sur du non salariat (exploitants agricoles).



Nadine Hourmant : nous n'avons pas toujours les mêmes positions mais on peut mener des combats ensemble.

Je suis salariée du groupe Doux, né en 1960, entreprise familiale à l'époque, qui s'est développée jusqu'à sa liquidation judiciaire en 2018. Représentait 13 000 salariés en 2000 (présents aussi en Allemagne, Brésil, Espagne).

Maintenant, on a été repris par une entreprise saoudienne « Almunajem food » basé en Arabie saoudite.

Les marques ont été réparties entre le groupe Almunajem et LDC (premier producteur de volailles en France. On le connaît sous marque le gaulois). Politiques managériales très très dures. Je n'y serai pas rentrée.

Quand on y va, c'est pour travailler. 33 ans que j'y suis. Syndiquée depuis 2004. C'est un directeur de la caisse d'allocation familiale qui m'a demandé de me syndiquer.
Je connais très bien la sécurité sociale.

Conditions de travail dans l'agroalimentaire sont très dures. Omerta. On ne parle pas de l'agroalimentaire.

Au Moyen âge, on tuait les animaux sur la place publique. Comme ça choquait, on les a écartés, on a construit des gros abattoirs. Ce ne sont plus des entreprises familiales mais des multinationales. 500 salariés rien que sur l'abattoir à Châteaulin France Poultry. En aval : les paysans, les producteurs, qui sont tenus comme nous, qui doivent livrer les œufs, le poussin. 2 millions 5 de volailles par semaine arrivent à l'abatage poussin. Ça ne s'arrête jamais.

Moi je suis en production, à l'emballage. Les poulets morts arrivent sur une chaîne. Mais avant, des collègues s'occupent des volailles vivantes, à accrocher vives sur des crochets, ont bien du courage. Ils font ça pendant 7 h. Après, tout est automatisé. Rythme assez important. 14 poulets à la minute pour que je mette le poulet en boîte. Mon deuxième poste : emballage de 1000 poulets à l'heure. La machine peut avaler 7000 poulets à l'heure, nous sommes 6 à la mise en carton. En parallèle de ça, on est obligés de se battre pour nos conditions de travail. Pas terrible mais on gagné quelques combats. Au niveau de la convention collective, je suis considérée comme « ouvrière non qualifiée ». Au bout de 33 ans. 11,62 le smic. Je suis payée 11,64 de l'heure. Seul avantage, une prime de fin d'année. Une prime d'ancienneté plafonné à 200 euros pour 15 ans d'ancienneté. 1400 net. La volaille, c'est là où on se fait le plus plumé ! Des cons comme nous ils sont plus près d'en trouver.

Conditions de travail très pénibles. Les gens ne vont pas par plaisir au travail, ils y vont pour mettre à manger dans leur assiette.

Au bout d'un moment, je n'ai même plus conscience que c'est un produit alimentaire que j'ai dans les mains.

La production est totalement exportée, pas une volaille ne reste en France. Tout est expédié au Moyen orient. Nous représentons 5 % de la consommation de volaille au Moyen Orient. L'Europe a enlevé les quotas d'exportation pour l'Ukraine. Veut dire qu'on a encore plus de malbouffe.

Les salariés en Ukraine sont payés 350 euros.

Les autres importateurs au Moyen Orient, ce sont les russes.

Nous avons une sécurité alimentaire plus élevée que le Brésil ou l'Ukraine, qui n'ont jamais connu la grippe aviaire. Et si nous avons un cas de grippe aviaire, nous ne pouvons plus rien exporter.

Bizarre quand même : la grippe aviaire s'est arrêtée à la frontière comme Tchernobyl à la frontière ? C'est la mondialisation qui veut ça.

Jean-Claude Balbot : on habite à 15km, on a mené des luttes ensemble pour empêcher la fermeture des entreprises agroalimentaires.

Mais on ne se rencontre pas.

Je me suis installé dans ce qu'on a appelé dans les années 70, le « Larzac breton ». En 73, j'étais occupant sans titre des terres de l'État.

Au départ je suis ouvrier couvreur dans le bâtiment. On s'était installés dans l'agriculture. Je voulais faire ça, en échappant au modèle industriel.

En voulant échapper au modèle de l'agro-industrie, on a créé tout ce qui vous plaît : des produits bio, une relation directe au producteur. Je ne voulais pas livrer mon lait à la coopérative. On a transformé notre lait et on allait vendre nos fromages sur le marché.

Bio va passer de 5 % à 10 % dans les années qui viennent.

Il y en a parmi nous qui ne sont pas soucieux de la manière dont vivent les autres. Constat très amer que nous ne nourrissions qu'une infime partie de la population, caractérisée sociologiquement, géographiquement, physiquement. Je reconnais toujours mes clients.

Les enfants ne reprennent pas les fermes, en bio ou pas.

Je me suis rendu compte qu'on était en train d'aggraver situation des inégalités alimentaires. État actuel de la paysannerie alarmant aussi. L'entreprise Doux a été liquidée en 2018, la paysannerie en 1962.

Le travail des paysans disparaissait, les fermes se maintenaient. Notre président de conseil régional a été Jean-Yves Le Driant. Rapports avec l'Arabie saoudite très étroits.

Il a oublié les paysans. Et le droit des paysans. C'est pourtant le mouvement le plus important du monde : la Via campesina.

En Inde, la dernière mobilisation a fait céder le gouvernement.

L'idée était de faire disparaître la population indienne. 36 millions de personnes en grève pendant 2 ans. 450 morts.

Nous, on a perdu nos droits car on ne sait plus se défendre, s'identifier.

Nous produisons votre alimentation, pour l'ensemble de la population. Si nos droits sont bafoués, les vôtres aussi. Une grande part de la population vit dans des conditions insatisfaisantes.

On ne veut pas que nos enfants y aillent, mais on s'est battus pour que ces emplois restent.

Nadine Hourmant : ils se sont dits "si on ferme l'abattoir de Lampol, il y aura moins de cochons".

Ils pensaient vendre plus cher leurs cochons. Tout faux. N'a rien changé.

On a fait des unions. L'État a tremblé avec nous. Coups de fil de Stéphane Le Foll, de Garot (qui a mené à Loi sur le gaspillage alimentaire).

On veut que les paysans produisent localement, pour nourrir localement.

Restauration collective : que met-on dans l'assiette de notre enfant ? De la viande importée.

Tout le monde ne pourra pas manger bio. Les lobbys de l'agro-industrie font la pluie et le beau temps.

Il faut qu'on s'unisse pour faire plier le gouvernement. Cause commune les fait trembler.

On n'a plus rien à perdre.

Portiques, eco taxe : c'est nous. Un ouvrier a perdu une main, beaucoup de dégâts. Mais quand on fait cause commune on peut se faire entendre. On a gagné d'être reconnus. Enjeu que les familles puissent avoir accès à une alimentation saine.

Produire localement c'est bien, mais les quantités ne sont parfois pas suffisantes pour nourrir la France.

Réussir à recentrer. Revoir un peu notre mode de vie.

Pourquoi les familles mangent mal ? Ce n'est plus leur priorité, d'autres urgences avant.

RÉPONSES QUESTIONS :

Nadine Hourmant : production même locale ne suffira pas pour nourrir la France. Viande : tout vient des importations. Tout le monde ne peut pas avoir accès à une alimentation bio (qui peut être importée aussi).

Jean-Claude : interloqué par l'idée de boycotter les supermarchés où se nourrissent les trois quart de la population. Pourquoi demain on irait pas prendre la place du patron dans un supermarché plutôt ? Ex Morbihan.

Se mettre autour de la table avec une caissière, le producteur, le patron et on va voir ce que chacun gagne. Plus tout à fait d'accord. La démocratie, ça les emmerde.

Première fois qu'on s'exprime sur quelque chose qui au départ nous sépare.

Quand on achète 1euro de pain, sur la ferme du céréalier, il revient 8 centimes. Sur ces 8 centimes, 3 rémunèrent son travail. Nous on voit ça, et on nous dit « votre mission c'est de venir nourrir la France ». OK, si au moins les ouvriers dans les chaînes sont bien payés, si nos concitoyens mangent bien. Mais ce n'est pas le cas.

Les maladies alimentaires augmentent, l'insatisfaction alimentaire grandit.

Si on ne se met pas ensemble on va tous mourir chacun dans notre coin sans que personne ne le sache.

Nadine Hourmant : faire la lutte de convergence. Il faut recommuniquer au niveau de la population française, il faut qu'il sachent ce qu'ils mangent, et qu'ils revendiquent avec nous.

Jean-Claude Balbot : il existe une bourgeoisie agricole et une bourgeoisie agroalimentaire.

Il faut que ce soit les adversaires de ton neveu (agriculteur en conventionnel).

Ne pas se replier sur des séparations identitaires. Ne pas se tromper d'adversaire.

Les paysans aujourd'hui sont polytraumatisés.

Sans paysans demain, il n'y aura pas de liberté dans ce pays.



20 ANS DES AMI.E.S DE LA CONF'

Alimentation - accessible à toutes et tous ? Vers une Sécurité Sociale de l'Alimentation ?

Avec : **Bénédicte Bonzi**, anthropologue, spécialisée sur l'aide alimentaire et les violences alimentaires

Jean-Claude Balbot, paysan, membre de la Confédération paysanne, du Réseau CIVAM et de l'Atelier paysan

Mathieu Dalmais, agronome et conférencier gesticulant, formateur sur les enjeux agricoles et alimentaires et le projet de Sécurité sociale de l'alimentation.

A retrouver en replay : [https://youtu.be/ bSgHol7k1E](https://youtu.be/bSgHol7k1E)

Introduction par Violette Auburger : proposition de Sécurité Sociale de l'Alimentation (SSA) commence à faire parler d'elle : est-ce une solution clé en main, une proposition à travailler collectivement ? 3 intervenants pour creuser cette proposition.

Produire, mais pour qui ? Qu'est ce qui a fait Jean-Claude que tu t'es intéressé à l'alimentation ?

Jean-Claude Balbot : j'ai commencé dans le bio, avec l'idée que par la bio on pouvait transformer les modes de production industriels. Syndiqué à la Conf' depuis le début.

Militant réseau CIVAM, Sociétaire de l'Atelier paysan, je pensais mon modèle vertueux. Je me suis rendu compte qu'en face de moi, derrière mon étal, je n'avais qu'une petite partie de la société française. Est-ce qu'une agriculture peut être durable si on ne nourrit pas les gens (durable, est-ce « juste » transmettre sa ferme à quelqu'un, et se dégager un revenu correct) ?

Appauvrissement alimentaire et des paysans constaté : n'y a-t-il pas là quelque chose qui a mûri, dont on va pouvoir parler tout de suite ?

L'aide alimentaire est devenue une politique agricole.

Bénédicte Bonzi : docteure en anthropologie sociale, auteure de « La France qui a faim ».

Pas de côté avec l'aide alimentaire. Hommage à Serge Muller.

L'alimentation est arrivée sur mon chemin dans un parcours d'engagement associatif.

Parcours ethnographique, anthropologique : comment je suis venue décrire ce qui se passe dans l'aide alimentaire.

Appel de Coluche, 1985 : coup de fil : vous allez filer du fric en Éthiopie mais nous ici on a faim et on galère !

Coluche utilise le média, la radio, annonce qu'il veut créer les restos du cœur, sans prévenir personne.

Ma rencontre avec les Restos du cœur, ça a été une rencontre de personnes hyper engagées. Les bénévoles, au-delà de donner à manger, ils contenaient une violence. Impressionnante, liée au non respect du droit à l'alimentation.

L'État structure un système alimentaire déficient d'un bout à l'autre de la chaîne.

Il y a des personnes qui ne vont pas dans la grande distribution, qui vont juste à l'aide alimentaire, car ils n'ont pas d'autres possibilités.

Quand on dit « vous mangez de la merde », c'est le corps de l'autre dont on parle.

On peut dire que cette nourriture n'est pas correctement acceptable, mais elle nourrit et compose le corps de nombreuses personnes. Ça, on ne peut pas le critiquer.

Certains acteurs responsables des Restos du cœur vivent la piste d'une sécurité sociale de l'alimentation comme une attaque, alors qu'ils font partie des résistants du système, comme ils peuvent.

Il nous faut transformer notre regard.

Mathieu Dalmais : pensée pour Michel Besson.

Agronome de formation, j'ai refusé mon diplôme d'ingénieur, et rencontre l'alimentation tard dans ma carrière. A la Confédération paysanne, lors d'une rencontre à un moment donné, avec le message suivant : « il faut dézoomer et parler de démocratie dans l'alimentation ».



Comment faire autrement ? Première approche avec André Pochon, mais pas de projet politique vraiment. Commence à se construire avec les copains d'Ingénieurs sans Frontières.
Il nous faut construire un projet où on veut de la démocratie.
Depuis le début des années 2010, mon engagement, c'est pour démocratiser la technique.
Parler de démocratie dans l'alimentation.

A l'époque de ma première conférence gesticulée, sur le refus du diplôme, je rencontre la pensée de Réseau Salarial.

Travail sur l'histoire de la sécurité sociale. Une expérience qui a permis de créer de la démocratie dans un secteur économique donné, entre 1946 et 1947. On a eu modèle au service du besoin et non du profit. Dans un pays qui était ruiné.

Est-ce une piste pour construire un engagement démocratique ?

Pari stratégique.

La sécurité sociale de l'alimentation est structurée autour de trois piliers : l'universalité, la cotisation, le conventionnement.

Bénédicte : 1 pilier : l'universalité.

Urgence de sortir de l'aide alimentaire et de sortir du don.

Le don ne peut pas la justice.

Le don fait des choses fantastiques. L'engagement des bénévoles, l'économie morale des personnes qui sont là pour faire justice constituent un engagement viscéral.

Quand ils arrivent à la fin d'une distribution et qu'il n'y a plus assez, cette violence éclate.

Mort de Nahel très récemment : pillage dans des magasins alimentaires « j'ai pris deux paquets de riz pour ma grand mère ». On arrive à des moments où ne peut plus contenir ce non droit, cette violence.

Dans le don, 2 forces :

- crée de la justice : je peux transformer la nourriture par le regard des gens. Minuit. Discussion. On vient ajouter à cette nourriture le plus important, lien social, lien humain. On en oublie le rôle de la nourriture qui doit nourrir.

Loi Garrot : Guillaume Garrot lance un rapport sur le gaspillage alimentaire. Mais qu'est-ce que ça veut dire que des produits qui doivent partir à la poubelle aillent à l'aide alimentaire ? On dédie ce que certains n'ont pas voulu à une tranche de la population.

L'État récompense la grande surface en défiscalisant. Coluche doit se retourner dans sa tombe.

Avant, la grande distribution mettait de l'eau de javel pour que les produits ne soient pas récupérés.

En terme de don, ce n'est pas du tout anecdotique.

La composante des kilos de nourriture donnés permet difficilement d'avoir un repas équilibré.

Ce n'est plus du don, mais un marché. Avec le contrat, on sort de l'économie de don. On oblige les structures de l'aide alimentaire à venir à telle heure pour récupérer telle denrée. Mais on ne donne pas les moyens économiques à ces structures (pas de frigo pour maintenir la chaîne du froid par exemple). Tout l'argent, toute l'économie est donnée à la grande surface.

Climat instable où il y a de la violence parce que l'autre ne peut pas participer.

Aide alimentaire permet des choses. N'est pas violente en tant que telle. Mais le système alimentaire fait que ça rejailit dans l'aide alimentaire.

Se traduit sur le corps des personnes :

- plus de personnes en obésité
- maladies cardio vasculaires

- violences psychologiques : pas sur d'obtenir le produit demandé, humiliation d'avoir à décrire sa situation (pas possible de recourir à une seule aide pour avoir suffisamment à manger, donc nécessite d'aller vers plusieurs lieux, et d'y décrire et se justifier de sa situation à chaque fois). Barèmes. Il y a une telle demande, que toutes les personnes ne peuvent pas prétendre recevoir l'aide des restos du cœur ou du secours populaire. Reste à vivre de 5,6 euros par jour par personne.

Exemple de violence :

- Date de péremption d'un produit pas correcte, dépassée de 3 mois. Je dis à la personne que c'est encore consommable. La personne me jette les paquets et me demande de goûter le gâteau. C'est vrai, il n'a plus le même goût, plus la même saveur. Cette personne, c'est quelqu'un qui va s'en sortir, on ne l'a plus revue à l'aide alimentaire.

- Une mère de famille : elle pose tous les produits sur la table et se demande ce qu'elle peut donner ou pas à ses enfants.

Voilà pourquoi c'est important de transformer le système alimentaire.

De pouvoir facilement sortir sa carte de SSA, comme on sort une carte vitale. Sans avoir à justifier de sa pauvreté.

Pour tout le monde. Universalité.

Et permet à celui qui a beaucoup de partager.

Fait société.

Mathieu : cotisation.

Marc Dufumier dit qu'on peut nourrir tout le monde avec l'agriculture paysanne.

Oui, mais à quel prix ?

Ça bloque en face, car on a un système qui vise à faire en sorte de nous nourrir le moins cher possible.

L'industrialisation de l'agriculture répond à la demande de nourrir les gens le moins cher possible. Rendre les travailleurs rentables dans une logique de compétitivité internationale .

Paul Ariès décrit ça très bien : plus une société est hiérarchisée, plus il y a de plus pauvres.

Dans l'histoire, il y a eu une coalition entre la noblesse et le clergé pour interdire la viande (100 ans d'histoire sans viande), pour que ça coûte le moins cher possible de se nourrir.

La SSA est une façon de mettre ça en avant.

Bonne claqué en 2022. Constat que l'on est en diminution de consommation de produits bio.

Structuré pour avoir une part de la population nourrie sur une production à bas coûts, avec des salaires qui ont diminué, et une valeur ajoutée de plus en plus forte pour le capital, de moins en moins forte pour les salaires.

Message qui m'anime à parler de SSA : si on ne se bat pas pour plus d'égalité dans la répartition de la valeur ajoutée, il est impensable d'avoir une agriculture paysanne généralisable. Il faut penser un développement macro économique.

Jean-Claude : avec la SSA, on paierait donc des cotisations pour choisir son alimentation, accessible via des caisses de conventionnement. Il faudra qu'on investisse les instances. Au delà des impôts, nous préférons payer des cotisations.

Faire le kéké en tant que gens vertueux qui nourrissent les français sans pesticides, ont transmis leurs fermes, etc, ne suffit pas. Il faut décrire et transformer le système.

La situation s'aggrave. Du côté des fermes : irrepressible. On ne peut plus s'adresser à son neveu (agriculteur en conventionnel).

Pourquoi s'intéresser, quand on est dans une organisation agricole, à cette question de la socialisation ?

Revendication que dans le régime général de la sécurité sociale, soit incluse notre alimentation.

Politiques pour les pauvres s'adressent aussi à nous paysans qui avons un capital (mais qui appartenons quand même au côté pauvre de la population, de l'ordre des minimas sociaux, équivalent autour du smic pour beaucoup).

C'est notre volonté de transformation sociale qui a été mise en défaut.

Nous sommes des compléments de gamme de ce modèle industriel.

Marché de l'alimentation est devenu une compétition alimentaire.

Ce n'est pas de manière individuelle que nous sommes pris dans ce système-là, c'est collectivement.

Comment se tirer d'affaire ? Conventionnement et financement par la cotisation. De ces cotisations, vous aurez un endroit où vous pourrez discuter collectivement de ce que nous voulons manger.

Ex avec la Convention citoyenne pour le climat.

Personne ne se lève le matin pour donner des pesticides à ses gamins. Vrai partout. "Manger bien" est ce à quoi tout le monde aspire.

Depuis nos professions agricoles, faire en sorte que vous nous demandiez de faire autrement. Et que nous allions réclamer ensemble d'autres conditions.

Ralentir les chaînes dans la transformation alimentaire, augmenter les salaires, confisquer le capital ?

Nous sommes les seuls (en agriculture paysanne) à pouvoir nourrir la France comme elle l'entend et le demande.

J'aimerais compléter la phrase de Marc Dufumier qui dit que l'agriculture paysanne peut nourrir le monde par un : va falloir se mettre au boulot. Il nous faut 1 million de paysans. Beaucoup d'installations.

Nous parlons bien de sécurité sociale de l'alimentation, et non de sécurité sociale alimentaire.

L'État a une obligation d'assurer la sécurité alimentaire. En utilisant ce terme pour la SSA, on ouvre la porte à confusion avec la stricte sécurité alimentaire assurée par l'État.

Bénédicte : SSA. Au début, je me suis dit que c'était une nouvelle lubie des copains. Puis, en regardant mes carnets, je me suis dit non. En fait, on a pas le choix.

Nécessité d'unir des formes de résistance : résistance paysanne et celle des bénévoles de l'aide alimentaire, en résistance à ce système alimentaire fou.

Objectif commun de paix : alimentation utilisée pour créer des révoltes, soit on nourrit suffisamment pour contenir révolte. Utilisé pour que les gens ne se révoltent pas.

La SSA est face à un enjeu important de sortir de cette « paix blanche » (utilisé par l'anthropologue Jaulin pour qualifier l'ethnocide en Amérique latine. Ici on a un ethnocide des paysans).

Sortir de cette paix du dominant. En se réappropriant notre propre histoire.

On est dans le même bateau. Arrêter de se tromper d'ennemi.

Mathieu : j'ai joué ma conférence gesticulée 2 fois face à des publics FNSEA.

Les 2 fois, bien reçu car les gens ont bien conscience d'être dans un système.

Mettre les paysans dans la même situation que les médecins. Permet de renouer le dialogue avec profession agricole.

Jean-Claude : travail : liberté bourgeoise dans laquelle nous vivons. Vous confiez les conditions de votre vie à d'autres (Épanouissement, loisir, etc).

Ces libertés que nous avons perdues au nom d'une liberté potentielle qui n'est jamais arrivée. Interrogeons nous. Capacités de subsistance.

Béatrice : quelle place pour les Ami.e.s de la Conf dans ce travail ?

Fin 2019 : les Ami.e.s participent à la première rencontre de lancement, à Villarceaux, fondant le collectif SSA.

2021 : officialisation de notre entrée dans le collectif.

Ami.e.s mandatés pour travailler sur le fonctionnement démocratique des caisses.

État d'avancement des nombreuses initiatives locales en cours expérimentation.
Conventionnement des produits.

Comment définir l'échelon territorial des caisses ?

Idee que les points de conventionnement doivent être accessibles en une demi-journée maximum. Supposerait la création d'environ 2200 caisses en France.

Rôles et missions caisses : rôle de formation des citoyens. En connaissance de cause. Rôle d'information.

Façon d'établir les critères de conventionnement.

Force exécutive en lien avec les acteurs des filières.

Rôle de l'investissement. Que les centres de recherche soient inclus dans les caisses.

Sur le plan démocratique, comment cela peut fonctionner ? Tirage au sort, collègues, processus de décision, place des salariés ? Mise en place du conventionnement ? Influence des traités de libre échange et de la politique européenne. Beaucoup de questions à traiter.

Nous ne voulons pas rémunérer le capital et les profits. Ça va changer chez Poultry.

Invitation à rejoindre la commission SSA des Ami.e.s. 1 réunion mensuelle en visio.

Invitation à la formation d'1,5 jours que nous organisons les 7 et 8 octobre 2023 à Bagnolet.

RÉPONSES QUESTIONS :

- vous protéger ?

Jean-Claude : déjà menacé de mort. Comme Nadine. Être très attentif.

Bénédicte : c'est en face qu'ils ont un peu peur. Des gens affamés, c'est dur à contenir. Il faut convaincre les acteurs de l'aide alimentaire de lutter ensemble. Imaginer qu'ils puissent arrêter, c'est un rapport de force conséquent sur ce qui pourrait arriver si ça s'arrêtait du jour au lendemain.

Mathieu : confusion entre État social et la Sociale. Cotisation. On ne veut pas que ça rentre dans l'État et que ce soit redistribué. Doit partir directement de là où c'est produit pour partir dans des caisses puis réparti à l'ensemble de la population. De la même façon qu'on a un système de collecte avec la sécurité sociale, on peut envisager un système de répartition à partir de la valeur ajoutée.

Exemple : si vous avez 2 fermes qui produisent 100 000 euros d'EBE (valeur ajoutée) :

- 1 avec plein de robots et 1 personne qui gagne 20 000 euros par an (bien pour un producteur)

- une autre avec zéro robots mais 4 producteurs qui gagnent 20 000 euros par an.

Si on prend les cotisations sur les salaires, la ferme où ils sont 4, ils vont payer 4 fois plus de cotisations.

Si on passe les cotisations à l'échelle de la valeur ajoutée, on a les mêmes cotisations qui seront prélevées pour ces mêmes entités. Donc là où ils sont 4 fois plus, individuellement ils en paieront 4 fois moins. Donc poser l'assiette de répartition sur la valeur ajoutée des entreprises nous paraît plus pertinent pour partager la richesse produite et pour éviter la robotisation à tout va.

Jean-Claude : la bio intensive en travail. Nous ne pourrons nourrir les français en bio que si nous sommes 1,5 millions / 2 millions de producteurs, et 8 millions d'entre nous attachés à produire tout ou partie de son alimentation. Si peu que ce soit, il faut le faire. C'est un modèle de politique publique actuellement mis en œuvre en Inde.

Paysans de la mer seront aussi compris et pourront être conventionnés par les caisses.



Ressources

- **Regards d'un Ami de la Conf'**: une série d'articles sur ces journées, par **Dominique Gouhesnant** : <http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/20-ans-au-Larzac-Regards-dun-Ami-de-la-Conf-2.pdf>
- **Vidéo courte de retour sur ces journées (9 min)** : https://youtu.be/Sz0_LJ47HkE
- **Eau** : présentation de **Marthe Desbois** sur la situation de l'eau en France : http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/Situation-de-leau_VF.pdf
- **Eau** : présentation du collectif **Testet** sur le cas **Sivens** : <http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/TESTET12072023-presentation-20-ans-des-Amis-de-la-Conf-Larzac.pdf>
- **Sivens, un barrage contre la démocratie, de Ben Lefetey** : <https://www.lespetitsmatins.fr/collections/essais/145-sivens-un-barrage-contre-la-democratie.html>
- **La gestion quantitative de l'eau en agriculture, par la Confédération paysanne** : https://www.confederationpaysanne.fr/sites/1/mots_cles/documents/guide%20eau-03-2023_MD.pdf
- **4 page Eau des Ami.e.s de la Conf', "Eau, ressource à partager goutte que goutte"** : <http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/LACP-FICHE-Leau.pdf>
- **4 pages PAC des Ami.e.s de la Conf', voir catalogue** : <http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/Catalogue-Amis-Conf-2.pdf>
- **La France qui a faim, de Bénédicte Bonzi** : <https://www.seuil.com/ouvrage/la-france-qui-a-faim-benedicte-bonzi/9782021480832>
- **Manifeste pour un XXIe siècle paysan, de Silvia Perez Vitoria** : <https://leportdetete.leslibraires.ca/livres/manifeste-pour-un-xxie-siecle-paysan-silvia-perez-vitoria-9782330056308.html>
- **L'agroécologie peut nous sauver, de Marc Dufumier** : <http://www.actes-sud.fr/lagroecologie-peut-nous-sauver>
- **(Re)devenir paysan, de Jacques Caplat** : <https://www.actes-sud.fr/redevenir-paysan>
- **Documentaire Le Serment des 103, unis pour la terre du Larzac** : https://www.film-documentaire.fr/4DACTION/w_fiche_film/65063_0
- **Pièce de théâtre "Larzac", de Philippe Durand** : https://www.trident-scenenationale.com/spectacle/Theatre/Larzac_/1737
- **La SCTL, Société Civile des Terres du Larzac** : <https://larzac.org/accueil/un-territoire-organise/gestion-fonciere/sctl/>
- **Reprendre la Terre aux machines, l'Atelier paysan** : <https://www.seuil.com/ouvrage/reprendre-la-terre-aux-machines-l-atelier-paysan/9782021478174>
- **La Déclaration des droits des paysans, UNDROP, Via Campesina** : <https://viacampesina.org/wp-content/uploads/2020/04/UNDROP-Book-of-Illustrations-l-FR-l-Web.pdf>
- **Silence dans les champs, de Nicolas Legendre** : <https://www.arthaud.fr/silence-dans-les-champs/9782080280886>
- **Pour une sécurité sociale de l'alimentation** : <https://securite-sociale-alimentation.org/>
- **Livre, livret, frise et jeu timeline sur l'histoire des Ami.e.s** : disponibles sur le catalogue : <http://lesamisdelaconf.org/wp-content/uploads/Catalogue-Amis-Conf-2.pdf>